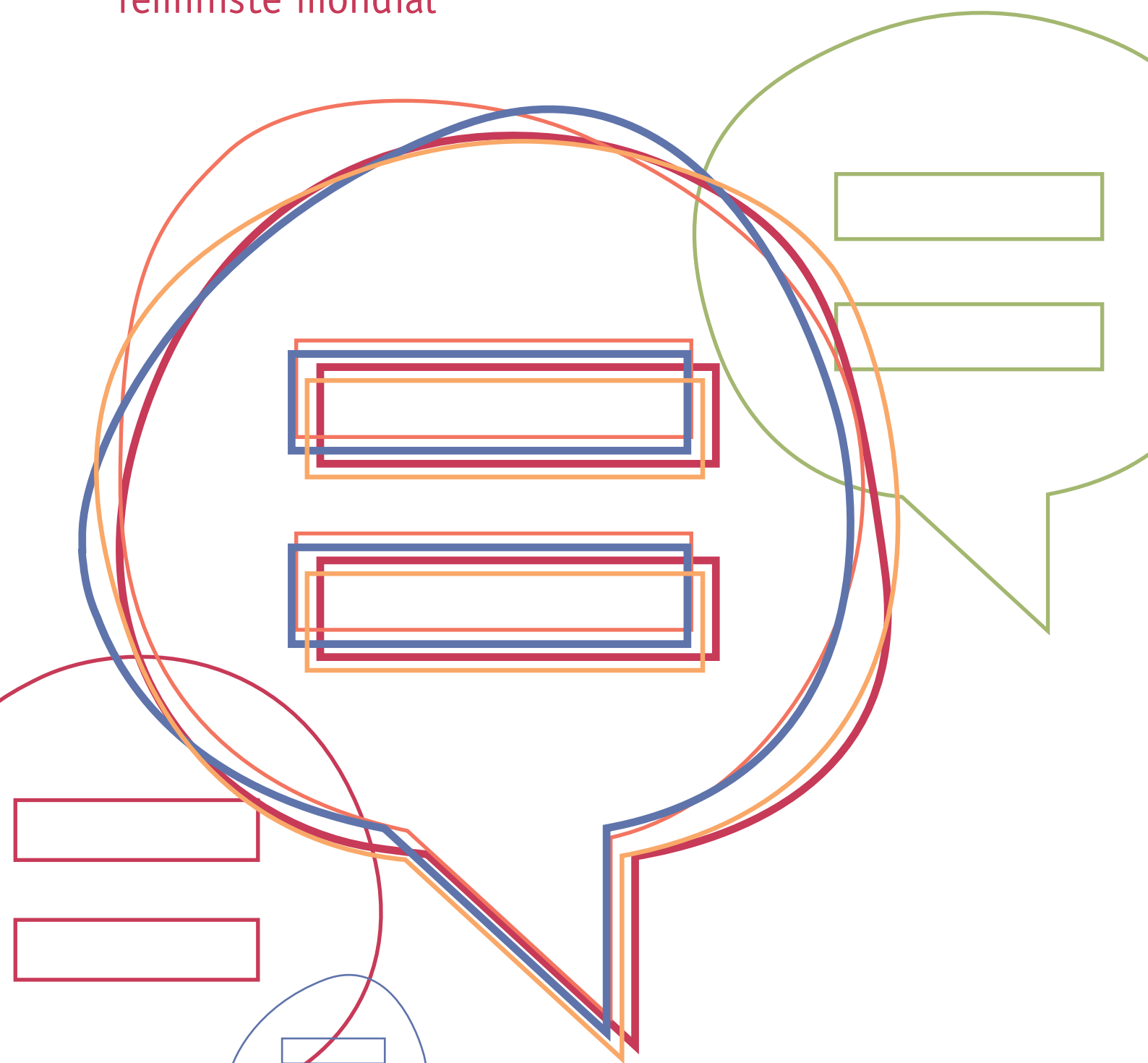


Un Mouvement municipal  
féministe mondial



**L'ENGAGEMENT  
TRANSFORMATEUR DES  
VILLES ET DES TERRITOIRES  
À L'OCCASION DE  
GÉNÉRATION ÉGALITÉ**

# TABLE DES MATIÈRES

## PROLOGUE

## INTRODUCTION

### SECTION 1.

Tissus institutionnels et représentation : le leadership des femmes à l'échelle locale

**1.1.** Où sont les femmes au sein des gouvernements locaux ? La parité est encore loin

**1.2.** Les territoires locaux comme catalyseurs de la participation politique des femmes

### SECTION 2.

Lorsque le personnel est politique

**2.1.** L'importance des trajectoires

**2.2.** Démonter les stéréotypes et surmonter les obstacles pour faire avancer les droits

### SECTION 3.

Quels agendas les femmes du pouvoir local encouragent-elles ? Un regard stratégique vers l'avenir

**3.1.** Construire des morphologies démocratiques et inclusives sur les territoires locaux : les points clés orientant l'agenda politique du municipalisme féministe

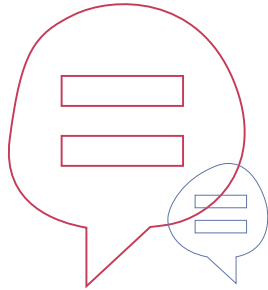
**3.2.** Des villes et des territoires qui prennent soin et soutiennent le tissu vital : les problèmes publics en place centrale de l'agenda politique.

### SECTION 4.

L'avancée du mouvement municipal féministe à l'échelle mondiale : la table est dressée

# PROLOGUE

Emilia Saiz, Secrétaire générale de CGLU



**“ Les femmes représentent plus de la moitié de la population mondiale. Néanmoins, elles continuent d’être l’une des populations les plus exposées à la violence sous toutes ses formes et aux discriminations pressantes. (...) Le statut des femmes est celui de la « vulnérabilité » ou de l’« invisibilité » alors même qu’elles sont des actrices proactives et efficaces de transformation ”.**

Avec ces paroles du manifeste de Durban sur le futur de l’égalité, le collectif de CGLU a lancé un appel clair sur ce défi et nous a rappelé que nous sommes encore loin des progrès nécessaires en matière d’égalité des genres, 26 ans après l’adoption de la plateforme d’action de Pékin.

CGLU, notre mouvement mondial axé sur l’égalité, a défendu sans équivoque la voie vers l’égalité des genres, comme droit humain ayant des implications pour l’ensemble de la société. En tant que tel, le mouvement s’engage à travailler sur les transformations nécessaires pour garantir non seulement que les villes, les espaces métropolitains, les zones urbaines et rurales soient accessibles et profitables autant pour les femmes et les filles que pour les hommes et les garçons ; mais surtout que les femmes talentueuses s’épanouissent dans nos territoires et que leurs expériences et visions contribuent à améliorer les moyens de subsistance de tou·te·s.

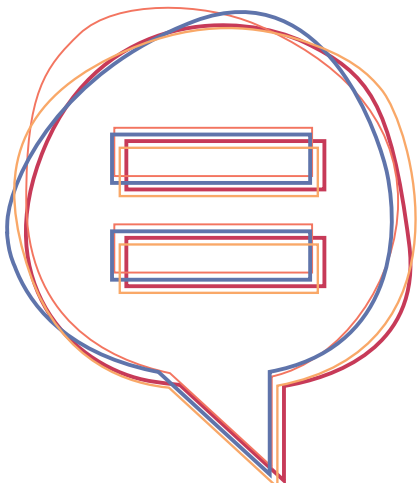
Les femmes ont toujours été et continuent d’être en première ligne des soins, que ce soit dans la vie privée, professionnelle ou publique. Alors que leurs rôles clés dans la gestion du financement et les moyens de subsistance des familles sont bien connus dans le monde entier, leur place dans la vie publique n’a jamais été à la hauteur. Où que ce soit dans le monde, l’égalité n’est pas une réalité et les femmes sont souvent les plus mal loties.

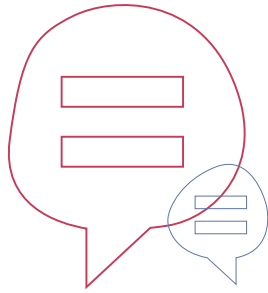
Nous devons faire de grands progrès plus rapidement ! La rencontre du municipalisme avec le féminisme peut former une alliance forte qui propose une nouvelle façon de comprendre et de gouverner nos villes et territoires, fondée sur la solidarité et l’empathie. Un contrat social renouvelé qui place les besoins, les voix et les aspirations des personnes au centre des agendas politiques.

Il est plus important que jamais de soutenir et de renforcer la participation et la prise de décisions des femmes pour garantir que leurs besoins et leurs préoccupations soient articulés dans des politiques et des interventions locales spécifiques. Le niveau local est le berceau du leadership féministe et représente un catalyseur unique pour autonomiser les femmes dans les fonctions publiques et en tant que dirigeantes actives de nos communautés.

Nous avons besoin d’une nouvelle manière féministe de penser et d’exercer la politique. Une responsabilité partagée qui prend soin et s’épanouit avec les filles, les femmes, les personnes non binaires, les garçons et les hommes, les migrant·e·s, les jeunes ou les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les LGBTQI+, les autochtones, de toutes les ethnies, et dans toute leur diversité. Tou·te·s doivent être également autonomisé·e·s.

Le municipalisme féministe ne concerne pas les droits des femmes mais un nouveau type de société qui se construit depuis la base avec des dirigeant·e·s





locaux qui se sont engagé-e-s à faire de l'égalité la seule voie possible. Des villes et des territoires qui prennent soin de leurs personnes et de leur planète en tête des priorités politiques et de tous les agendas. Nous nous concentrons sur la défense et le renforcement de l'offre de services publics locaux conçus autour des besoins des plus vulnérables et qui serviront mieux chacun-e d'entre nous.

Nous n'avons pas toutes les réponses sur la façon d'y arriver, mais nous nous appuyons sur les solides épaules des dirigeantes féministes locales avec lesquelles, dans cette publication, nous avons présenté les différentes dimensions et éléments constitutifs du mouvement municipal féministe mondial.

Les voix de ces femmes dirigeantes et de bien d'autres comme elles, hommes et femmes, donnent le ton au Pacte pour l'avenir que notre collectif est en train de co-créeer pour les personnes, la planète et le gouvernement.

Le mouvement municipal féministe mondial est un élément clé d'une meilleure normalité vers une transformation écologique et une démocratie locale renouvelée. C'est aussi notre contribution à Génération Égalité. Vous trouverez le leadership de CGLU aux côtés d'autres dirigeant-e-s nationaux et parties prenantes, engagé-e-s dans le plan mondial d'accélération pour l'égalité des genres lancé lors du forum Génération Égalité à Paris.



Session sur le leadership des femmes et le développement durable. Conseil mondial de CGLU/COP21, 6 décembre 2015, Paris. @UCLG-UCLG



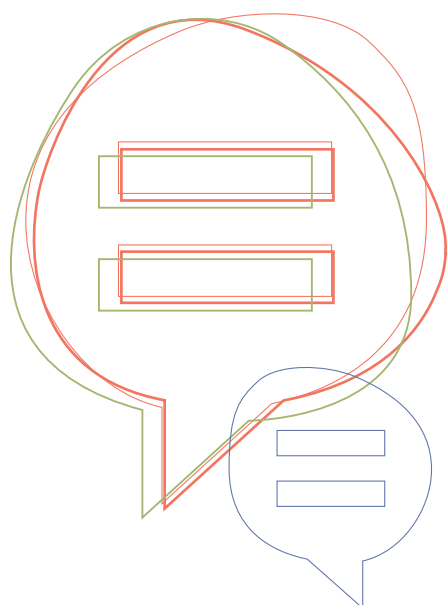
## Introduction<sup>1</sup>:

Ana Falú. Conseillère Ubuntu de CGLU sur le genre

Ce document est une invitation à emprunter ensemble le chemin de la construction démocratique vers un municipalisme féministe. Un chemin pour parvenir à une véritable reconnaissance des droits des femmes et des collectifs de la diversité déjà précisés dans de multiples instruments internationaux relatifs aux droits humains, mais pas uniquement. Il s'agit également d'approfondir et d'améliorer les démocraties locales pour les hommes et les femmes, pour l'ensemble de la société. En tant que coordinatrice globale des dirigeants et dirigeantes locales du monde entier, CGLU encourage à une répartition équitable du pouvoir, une redistribution juste des ressources, elle mise sur les démocraties locales et sur la consolidation des liens communautaires ; elle met également en valeur les voix des femmes et des collectifs de la diversité qui habitent les villes et les territoires.

La participation politique des femmes est traversée par la thématique centrale « le personnel est politique », l'une des contributions théoriques et politiques les plus puissantes de notre époque. Le public et le privé sont des espaces de tensions et de conflits qui assignent des valeurs au fait d'être femmes et d'être hommes, et « naturalise » les différences en fonction d'attributs biologiques, ce qui engendre des inégalités.

Le 21<sup>e</sup> siècle est celui des femmes dans toutes leurs diversités : les migrantes, les travailleuses, les précarisées, les universitaires, les cheffes du foyer, les femmes du collectif LGTBIQA+, les femmes des différentes ethnies et religions, celles qui exercent des responsabilités politiques, les jeunes, et bien d'autres, comme sujets politiques nouvelles et puissantes. Nous nous trouvons devant une nouvelle épopée, au sein de laquelle les femmes, dans leurs multiples diversités, construisent un agenda commun de leurs exigences, lesquelles s'expriment massivement dans les rues, lors des mobilisations, des mobilisations qui amènent de plus en plus à une reconfiguration du public, avec la mise en avant de revendications historiques comme celles contre les violences, celles sur le travail à salaire égal, la reconnaissance de leur contribution au développement à travers les soins qu'elles prodiguent et le travail de reproduction qui garantit la vie. C'est dans la même lignée qu'est réclamée la participation politique et dans les lieux des prises de décisions, pour ainsi miser sur des sociétés plus démocratiques et inclusives. De façon progressive, les femmes font irruption sur la scène politique. Bien qu'elles représentent



---

<sup>1</sup> Cette publication a été coordonnée par Ana Falú, Ubuntu Genre de CGLU, et est fruit d'un travail commun avec la Dre Leticia Echávarri et Flavia Tello. Elle a également compté sur la participation de María Alejandra Rico, María José Pinto et Rodrigo Messias.



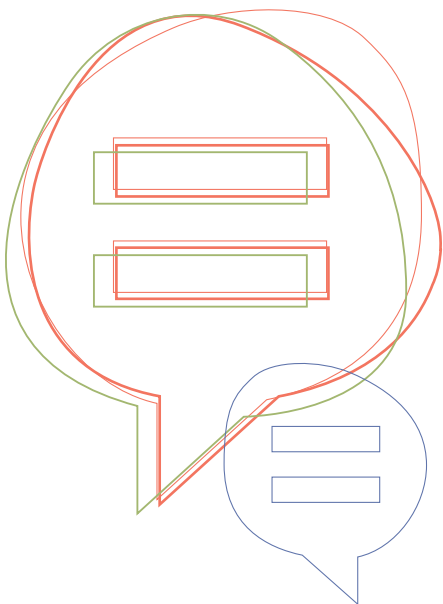
50 % de la population mondiale, mais aussi du militantisme des partis politiques dans les différentes régions du monde, nous nous trouvons encore très loin de la parité.

### Trois questions à mettre en commun :

(i) La première concerne l'existence d'un tissu institutionnel global, puissant, comme l'est CGLU, qui encourage et favorise la construction et le développement de ce municipalisme féministe. Des précédents ont contribué à consolider ce nouveau récit : les instruments internationaux qui sont le support à l'action locale sont également décisifs, depuis ceux qui suscitent l'engagement comme le Programme d'action mondial né de la IVe Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), les OMD, l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable, le Nouvel agenda urbain (NAU) en passant par ceux qui contraignent, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), et tant d'autres qui se sont construits sur la base du consensus au cours des dernières décennies. Non dénués de tensions, ces processus pour parvenir aux consensus ont avancé vers la reconnaissance des femmes comme sujets de droits et de politiques. Les femmes sont productrices de richesses, de services, de temps dédié à autrui, de travail, qui sont des talents et des capacités que le développement ne peut pas se permettre de perdre. C'est dans ce contexte que s'insère la formule puissante « ne laisser personne pour compte », fortement liée au droit à la ville des femmes, une idée forte mais également relativement nouvelle et complexe, car elle englobe tous les droits : civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux, encore à conquérir dans leur totalité par les femmes.

(ii) Une deuxième question aborde le fait que ce municipalisme féministe repose sur les leaderships des femmes qui, bien que divers, possèdent tous une empreinte particulière dans leur gestion. Non sans de grandes difficultés, les femmes avancent au sein des gouvernements locaux au moyen de différentes stratégies, la plus forte étant peut-être l'occupation de postes dirigeants. Et c'est dans ces parcours que nombre d'entre elles contribuent à une transformation radicale du concept du politique, remettant en cause le leadership hégémonique patriarcal des postes de responsabilités politiques, au prix parfois de conséquences graves dans leur vie personnelle. Il est intéressant ici de connaître les obstacles qui persistent à leur autonomie politique, et d'investiguer et s'enquérir de ces trajectoires auprès de ces femmes ayant accédé au pouvoir municipal et qui ont encouragé les transformations dans les pratiques de l'exercice du pouvoir, des administrations et des politiques publiques élaborées par les municipalités.

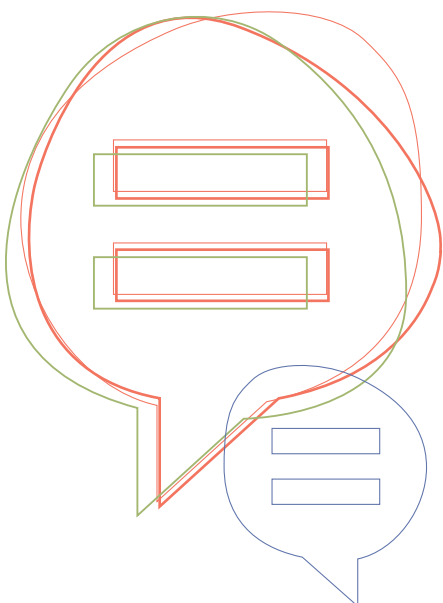
(iii) La troisième interrogation nous introduit à l'ensemble des thématiques de l'agenda promu par le municipalisme féministe,





celles qui remettent en cause la distinction classique entre le public et le privé, en plaçant la durabilité de la vie au centre de la gestion publique. Au-delà des différences, on retrouve des avancées et les diverses voix des femmes ont installé de nouvelles thématiques dans leurs villes, dans les espaces publics. D'anciennes/ de nouvelles questions publiques, telles que les violences faites au corps, le premier territoire habité par les femmes ; celle des soins comme un droit ; ou la nécessité de leur insertion égalitaire au monde économique et politique, ainsi que le besoin de réfléchir à d'autres économies, davantage plurielles, qui soutiennent les autonomies économiques et les transferts de revenus. De même, les thématiques touchant à la ville comprise comme un bien commun de nos sociétés et des femmes ; la nécessaire participation des voix des femmes à la définition du public ; la reconnaissance de leurs pratiques et exigences pour elles-mêmes et celles émanant des rôles qui leur sont dévolus dans la division sexuelle du travail, ignorées dans l'aménagement matériel des villes et des territoires. L'élan du « droit à une vie sans violences » pour les femmes, tout comme la reconnaissance de leurs droits, dans la rupture des stigmatisations qui les assujettissent et les dévalorisent, qui ne considèrent pas l'inclusion de la diversité des femmes discriminées, pour des raisons d'appartenance ethnique, raciale, de handicap, d'âge, d'identité sexuelle. Tout ceci est sous-jacent au fait de décoloniser ce que nous appelons développement et de reconnaître leurs rôles individuels et collectifs de premier plan et leurs puissances et radicalités.

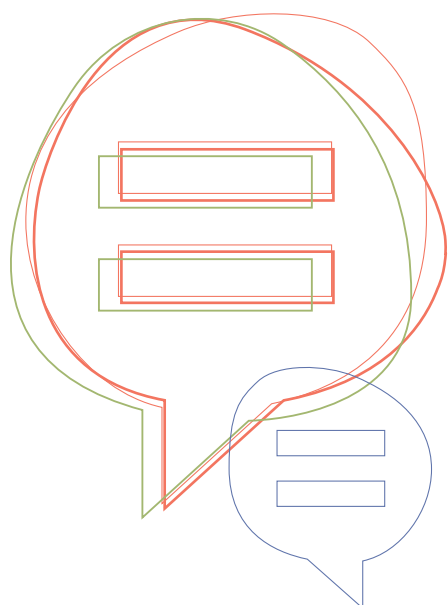
L'invitation du municipalisme féministe à construire collectivement, nous la comprenons comme une exigence, et en particulier dans le contexte de pandémie mondiale que nous vivons, au sein duquel parler de genre est tout aussi décisif que mettre au centre de l'action locale la lutte contre les pauvretés qui s'aggravent, ainsi que les changements rapides qui ont lieu dans les processus technologiques (en tenant compte du fait que 20 % seulement de la population mondiale a accès aux réseaux) afin que la connectivité offre de véritables opportunités, informations et possibilités. De même, les différentes expressions des fondamentalismes grandissent et inquiètent, en particulier ceux qui cherchent à renforcer les conservatismes et les traditions dans le contrôle des corps et de l'autonomie des femmes ; un monde où l'on enregistre un accroissement des migrations massives et des déplacements, avec des effets dévastateurs sur les vies de milliers de femmes et de filles ; et des transformations géopolitiques complexes ont lieu, que nous pouvons encore à peine discerner, le tout dans un contexte d'une grave mise à mal des droits humains et de résistances énormes des femmes et de la société civile organisée.





Congrès de CGLU, Durban, 2019.  
Session spéciale sur l'égalité des genres.

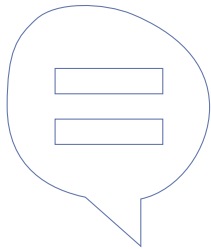
Dans la lignée de l'engagement historique de CGLU et du mouvement municipal international envers l'égalité des genres, ce document regroupe plusieurs interventions formulées dans le cadre de forums et d'événements pilotés par CGLU en mars 2021, ainsi qu'une série d'entretiens menés de mars à mai 2021 avec des femmes maires et dirigeantes locales. Contribution spécifique au processus Génération Égalité et ses deux forums qui se tiennent à Mexico et à Paris, cette publication est une articulation de la force et de l'application pratique de l'union entre le municipalisme et le féminisme. Les citations des dirigeantes proviennent des entretiens ou d'événements récents promus par CGLU sur cette thématique. Dans le cadre de ce même processus de recherche, une publication plus étendue fera suite à ce document, avec un traitement plus détaillé des trajectoires personnelles des dirigeantes et des exemples de politiques municipales et territoriales avec une perspective féministe.





## SECTION 1.

### Tissus institutionnels et représentation: le leadership des femmes à l'échelle locale



Pour CGLU, il faut que l'égalité des genres soit la norme, et agir à l'échelle locale est fondamental pour influencer sur toutes les sphères de la prise de décisions et de la société ; le leadership et la participation équilibrée des femmes au pouvoir local sont également essentiels.

Le 21e siècle est celui du positionnement des femmes comme sujets politiques centrales du monde, revitalisées dans des mouvements de protestation massifs qui se produisent et se font écho sur l'ensemble des territoires urbains du monde, comme Ni Una Menos ; Million Women Rise ; entre autres. C'est ainsi qu'elles promeuvent la mise en œuvre effective de leurs droits déjà reconnus, tout en avançant un agenda vaste et divers, auquel les gouvernements locaux du monde sont sensiblement réceptifs (Falú, Echavari, 2017)<sup>2</sup>.

Ces revendications des mouvements féministes, ajoutées au tissu institutionnel confectionné par les processus de reconnaissance des droits a rendu possible, entre autres questions, que les femmes avancent dans leurs leaderships politiques et occupent des postes décisionnels clés au sein des gouvernements locaux. Mais même avec ces avancées, il s'avère encore nécessaire de consolider et renforcer les efforts vers la réussite de la parité politique.



“

Sans la présence de femmes dirigeantes, le municipalisme ne peut pas réussir. Le monde a été témoin de ce changement positif ces dernières années avec la présence significative de femmes dans la gouvernance. La réalité atteste du fait que l'élaboration de politiques sans les contributions des femmes n'est pas efficace.



**Khadija Zahra Ahmadi**

Ancienne maire de Nili

<sup>2</sup> Falú, A., Echavari, L. (2017) "La tierra tiembla ante las voces de las mujeres. Nos organizamos y paramos para cambiarlo todo". In : La política en la violencia y lo político de la seguridad / édité par Fernando Carrión M. Quito : Otawa, ON, Canada : FLACSO Équateur : IDRC-CDRI.



Le défi d'être une femme dirigeante à un poste largement dominé par les hommes, c'est de gagner le respect du public et des collègues, pour nos capacités, pour le fait que nous pouvons faire autant sinon plus, que nos homologues masculins. Et en plus, démontrer que les changements que nous provoquons touchent la vie des femmes en particulier, à la différence des administrations antérieures.



## Noraini Roslan

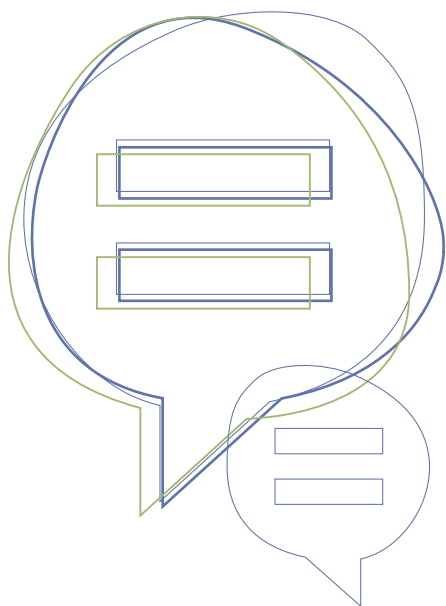
Maire de Subang Jaya

La communauté internationale ayant pris un engagement à travers l'objectif de développement durable 5, avec sa cible 5.5 : « Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité », il est impératif d'accélérer ces processus. Et d'autant plus que la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 a impacté différemment la vie des femmes, avec une tendance à un recul dans les droits déjà acquis.

**“Les ambitions des agendas mondiaux ne peuvent être réalisées qu'en utilisant une optique de genre pour s'assurer que les besoins particuliers des femmes dans les zones urbaines sont compris et traités.”**

- Bernadia Irawati Tjandradewi, secrétaire générale de CGLU-ASPAC

Lorsque l'on évoque le leadership des femmes à l'échelle locale, il est indispensable d'aborder le plein exercice de la citoyenneté, un droit fondamental de la démocratie, mais historiquement non dévolu directement aux femmes. Non pas uniquement en raison d'une participation minoritaire de celles-ci à la sphère publique, mais surtout parce que les agendas sur les questions de genre



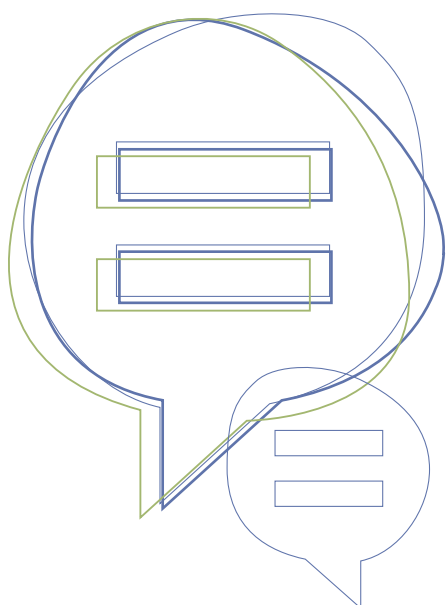


Bernadia Irawati Tjandradewi, secrétaire générale de CGLU-ASPAC au Séminaire et Campus de CGLU, Tangerang, 2019.

qu'elles défendent sont « minorisés » et mis en marge des affaires d'État (Segato, 2016)<sup>3</sup>.

Alors même que les femmes constituent environ 50 % des militant·e·s des partis politiques dans les régions comme l'Europe et les Amériques, leur irruption dans cet espace a supposé des résistances multiples et variées à l'avancée, non seulement des femmes en tant que sujet politique, mais aussi des résistances aux idées qu'elles apportent et qui, d'une certaine manière, provoquent des fissures dans le statu quo du pouvoir politique ; un pouvoir traditionnellement masculinisé. Malgré ces résistances, les femmes ont occupé toujours plus les espaces, à partir de leurs subjectivités et expériences personnelles, elles transforment les conceptions traditionnelles de la démocratie et le développement du monde.

Ainsi, des questions telles que la violence de genre, le travail des soins non rémunéré et pris majoritairement en charge par les femmes, les droits sexuels et reproductifs, le mandat du pouvoir, le sentiment d'appropriation (Segato, 2016), et de domination sur les femmes, la dépendance économique des femmes, entre autres fléaux si nombreux et traditionnellement considérés comme de l'ordre du privé, sont mises en lumière dans l'agenda politique du mouvement féministe depuis la seconde moitié du siècle dernier et de façon croissante ces dix dernières années, dans le fait que l'on



<sup>3</sup> Segato, Rita, 2016. La guerra contra las mujeres. Éd. Traficantes de sueños. Madrid.



« nomme », que l'on « donne un nom » à ces réalités existantes et traditionnellement invisibilisées. « La similarité politique est dans l'histoire de l'oppression des femmes » (Lagarde, 2001)<sup>4</sup>.

### **1.1. Où sont les femmes au sein des gouvernements locaux ? La parité est encore loin**

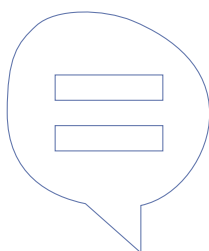
Les femmes ont progressé dans leur occupation des postes de décisions politiques, et l'obligation des quotas a été un aspect fondamental dans ces avancées. Même si l'on assiste à une augmentation progressive de la représentation des femmes à de multiples niveaux de décision, le plafond de verre persiste et empêche leur ascension dans les sphères réelles du pouvoir. Des données venant du monde entier révèlent une sous-représentation répandue des femmes à tous les niveaux de décision, les municipalités ne faisant pas exception.



Une femme votant à Idiko-Ile lors de l'élection présidentielle du 23 février 2019 au Nigeria: Gregade / Shutterstock.com

Pour effectuer un suivi du progrès vers la cible 5.5 de l'ODD 5 depuis la perspective municipale, un nouvel indicateur a été adopté en plus de celui établi concernant la représentation parlementaire. Il s'agit de l'indicateur ODD 5.5.1b, créé par ONU-Femmes avec le soutien de CGLU, pour mesurer la proportion de sièges occupés par des femmes au sein des gouvernements locaux.

Conformément à cet indicateur, parmi les 133 pays ayant communiqué leurs données, les femmes représentent 36 % des organes délibérants des gouvernements locaux, et seulement 15 % de ces pays ont dépassé les 40 %. Dans plus de la moitié des pays,



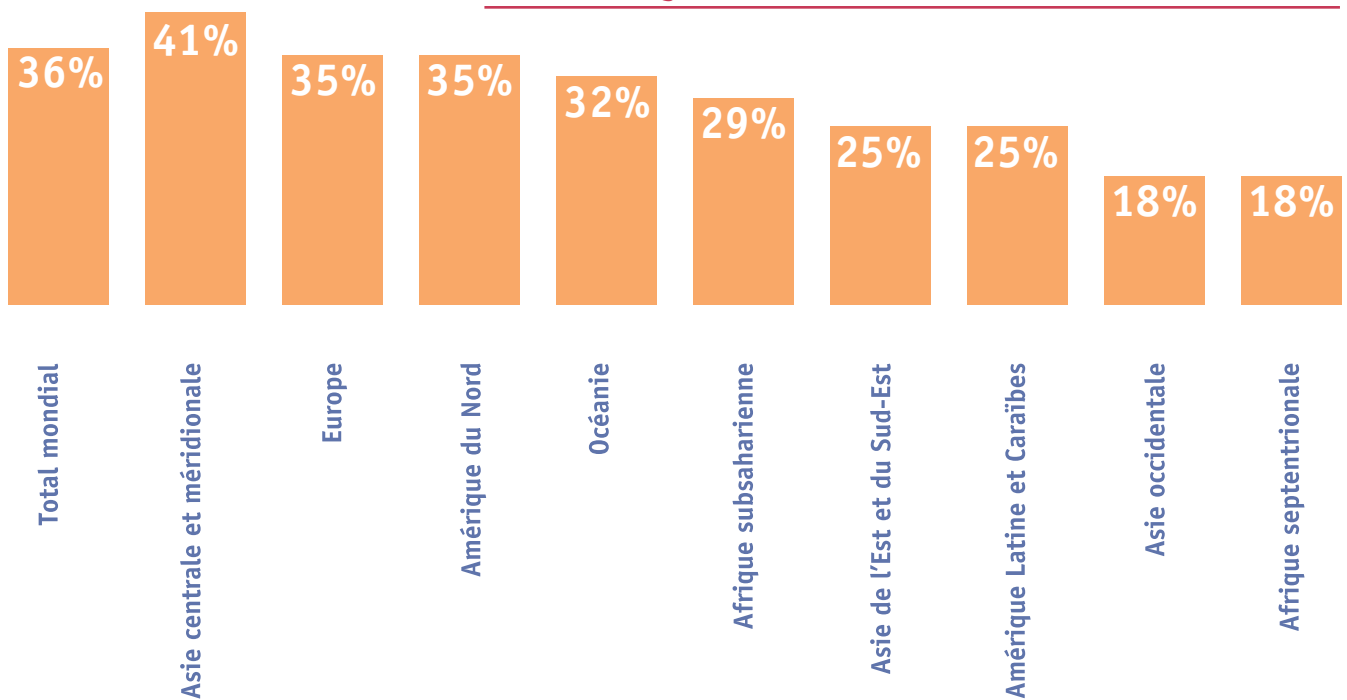
<sup>4</sup> Lagarde, Marcela, 2001. Las mujeres queremos el poder. In revue Envío. Nicaragua: Universidad Centroamericana UCA.



les femmes représentent entre 10 et 30 %, tandis que dans 12 % des pays, la présence des femmes est à moins de 10 % dans les organes délibérants à l'échelle locale. Deux pays seulement de ces 133 pays avaient atteint 50 % de représentation<sup>5</sup>.

À l'échelle mondiale, les données de représentation des femmes au sein des organes délibérants, en tant qu'adjointes ou conseillères municipales, ne sont pas homogènes d'une région à l'autre, comme le montre bien le graphique 1 ci-après :

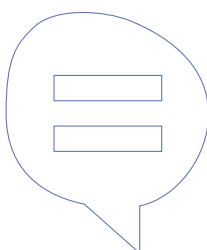
**Graphique 1 : Pourcentages régionaux de représentation des femmes au sein des organes délibérants locaux.**



ONU Femmes, 2020.  
Women's representation  
in local government:  
A Global Analysis.

Même si l'on pourrait se féliciter du fait que la représentation au sein des organes délibérants des gouvernements locaux soit légèrement supérieure au niveau atteint dans les parlements à l'échelle mondiale (36 % et 24,9 % respectivement), il est certain que les postes exécutifs sont encore loin de l'équilibre représentatif. Selon l'enquête menée par la City Mayors Foundation, les femmes représentaient en 2018 seulement 20 % des maires dans le monde.

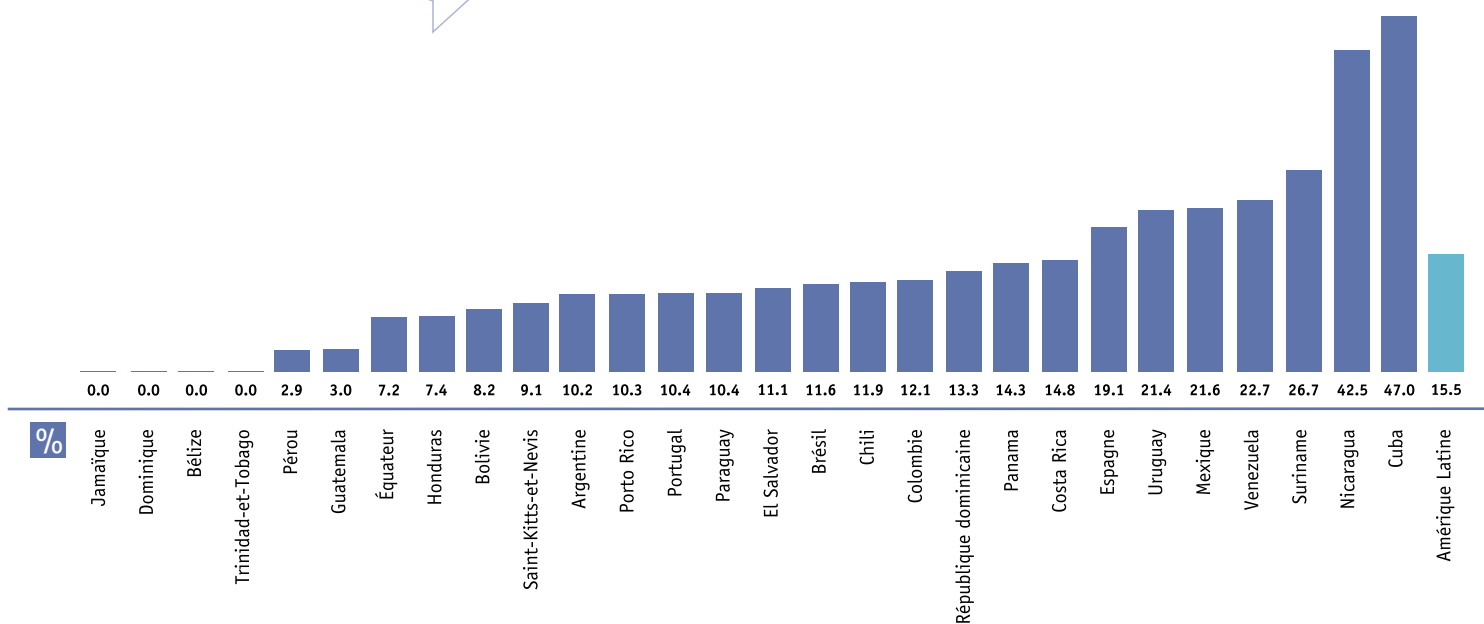
Toutefois, la représentation des femmes élues au sein des gouvernements locaux par pays varie considérablement selon les régions. En Amérique Latine et dans les Caraïbes, par exemple, les pourcentages avoisinent parfois les 50 % de femmes maires élus tandis qu'ils sont nuls (0 %) dans d'autres pays, comme le montre le graphique ci-dessous :



<sup>5</sup> ONU Femmes, 2020. La représentation des femmes dans les gouvernements locaux : analyse mondiale.



**Graphique 2 : Amérique Latine, Caraïbes et Péninsule ibérique (28 pays) : Femmes maires élues, dernière année disponible (en pourcentage)**



Source : Observatoire régional d'Amérique Latine et des Caraïbes, 2018-2019, Indicateurs : femmes maires élues

Les données de représentation sont réellement pertinentes pour dresser un diagnostic de l'état de la démocratie et de l'égalité des genres. Néanmoins, le suivi en matière de représentation des femmes dans les municipalités n'a pas connu la même expression qu'à l'échelle des parlements nationaux, car le recueil de données ventilées à l'échelle locale est particulièrement ardu.

Paris, France, 11 mars 2020 : affiches de campagne pour les élections municipales dans les rues de la capitale française : Guillaume Destombes / Shutterstock.com

Même si les organismes électoraux et les instituts nationaux de statistiques déploient de grands efforts pour la production et le suivi des données, la réalité est que la systématisation de l'information n'est pas homogène. Au niveau des gouvernements



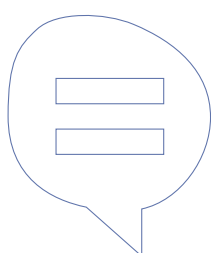


Bogotá, Colombie, 27 octobre 2019:  
Claudia Lopez, candidate élue à la  
mairie de Bogotá, clôt sa campagne  
politique après avoir remporté la  
consultation électorale Crédit éditorial :  
Sebastian Barros / Shutterstock.com

locaux, l'insuffisance des données, ajoutée à l'incohérence et la qualité et comparabilité limitées de celles-ci compliquent, dans nombre de cas, la visibilité des disparités qui persistent de par le monde. Les obstacles à l'obtention des données sont principalement dus à l'existence de différents types et niveaux de gouvernements locaux, y compris au sein d'un même pays. De même, le fait que les élections et les mandats de gouvernement puissent également varier à l'échelle nationale ne facilite pas leur collecte et comparabilité.



Depuis les postes qu'elles occupent et grâce à leur coordination et leurs réseaux, les femmes ont donné de l'élan à de forts processus tendant à inverser de façon définitive le concept du politique comme quelque chose de masculin, en remettant en cause le leadership hégémonique patriarcal aux postes de hautes responsabilités politiques dans les villes et sur les territoires. De ce point de vue, les progrès ont été constants, notamment dans la mise en place de mesures pour combler les anciennes inégalités, telles que les quotas politiques pour les listes électorales des partis (aussi appelées actions ou législations positives). Toutefois, il faut signaler ici que même si ces instruments nécessaires d'égalité des chances, conçus pour être provisoires, sont parvenus à ce que les organes législatifs garantissent un pourcentage de participation des femmes, leur réussite n'a pas été probante dans la représentation des femmes aux postes exécutifs des gouvernements locaux. C'est là que les courants actuels proposent des mesures de parité, comme cadre définitif de justice représentative au sein des systèmes démocratiques (Bareiro et Soto, 2015).<sup>6</sup>



<sup>6</sup> Bareiro, L. et Soto, L., 2015. La hora de la igualdad sustantiva. Participación política de las mujeres en América Latina y el Caribe hispano.



## 1.2. Les territoires locaux comme catalyseurs de la participation des femmes

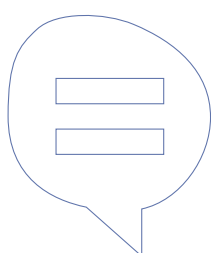
La Déclaration conjointe auprès de la 65e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW65) du collectif des gouvernements locaux organisés, réunis au sein de la Global Taskforce, établit entre autres comme cadre indicatif d'action des gouvernements locaux la Déclaration mondiale de l'Union internationale des autorités locales (IULA) de 1998 sur les femmes dans les gouvernements locaux ; le Programme mondial pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale des



Session de CGLU-Femmes lors de la CSW65, 19 mars 2021. En haut, de gauche à droite : Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, Claudia López, maire de Bogotá, Thembisile Nkadameng, maire de Polokwane et coprésidente de CGLU. En bas : Carolina Cosse, maire de Montevideo, Rosa Pavanelli, secrétaire générale de l'Internationale des services publics, Mayra Mendoza, maire de Quilmes.

gouvernements locaux et régionaux de Paris en 2013 ; la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale de 2006 ; ainsi que les recommandations de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), en particulier la recommandation générale n°35 sur la nécessité de lutter contre tous les types de violence à l'égard des femmes et des filles.

C'est là que CGLU, par la voix de sa Secrétaire générale, Emilia Saiz, affirme que :



**“Génération Égalité constitue un véritable tournant dans la défense de l'égalité, qui n'est plus une option, mais bien un élément nécessaire à la relance. Les**





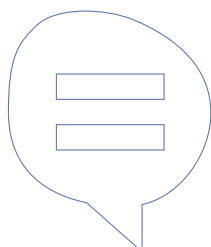
femmes peuvent mettre sur la table de nouvelles façons de formuler les politiques et un nouveau municipalisme sur les scènes internationales, nationales, régionales et locales ; les gouvernements locaux peuvent être un catalyseur de la participation des femmes et de l'énonciation de politiques féministes. Dans ce cadre, les actions des gouvernements locaux sont prometteuses de par la puissance de leur portée et proximité, pour enfin mettre fin aux violences politiques à l'encontre des femmes dirigeantes ."<sup>7</sup>



Bureau exécutif de CGLU, 2004, São Paulo. (Centre) Elisabeth Gateau, secrétaire générale de CGLU (2004-2010); (Gauche) Anna Tibajuka, ancienne directrice exécutive de l'ONU-HABITAT, et Marta Suplicy, ancienne maire de São Paulo et cofondatrice de CGLU. (Droite)

Le domaine politique, dont le contexte est historiquement patriarcal, s'est façonné comme un espace de tensions, de luttes de pouvoir et de compétences qui ont atteint les femmes qui s'y sont incorporées. De fait, dans l'actualité, nous constatons de fortes résistances à l'avancée des femmes dirigeantes, des droits des femmes et de l'égalité des genres. Un assaut qui cherche à affaiblir la force d'un incontestable renouvellement politique mené par les femmes aux agendas porteurs de transformations.

Le rôle des réseaux des gouvernements locaux est fondamental lorsqu'il faut encourager les progrès qui articuleront l'égalité dans la diversité qui existe chez les femmes, traversées par



<sup>7</sup> Le mouvement municipal féministe fait le point sur le processus de Beijing lors du Forum Génération Égalité de Mexico. Disponible à l'adresse : <https://www.uclg.org/fr/media/nouvelles/le-mouvement-feministe-municipal-fait-le-point-sur-le-processus-de-beijing-lors-du>



différentes intersections. L'un des enjeux les plus déterminants pour les femmes participant aux espaces de pouvoir et de prise de décisions est la promotion de pactes pour l'action coordonnés avec un agenda politique de défense des droits des femmes, à partir des différents espaces et plateformes politiques dont elles font partie. En ce sens, il est indispensable de renforcer la sororité des femmes dirigeantes et politiques, avec la prise de conscience liée au genre.

Pour le cadre municipal, les mécanismes d'articulation sont constitués par les associations et réseaux nationaux de femmes maires et conseillères municipales qui réunissent des autorités politiques du domaine municipal de différents partis politiques. La défense des droits politiques des femmes et l'autonomisation politique de leurs membres sont centrales dans l'agenda de ces associations, même si l'on constate que l'un des efforts ces dernières années passe par le fait de se constituer en masse critique dotée d'une meilleure capacité d'action et de plaidoyer dans différents espaces, en s'appuyant sur la construction et l'articulation des agendas de l'égalité des genres selon un leadership féministe.<sup>8</sup>



En tant que dirigeantes locales, nous avons la responsabilité particulière de promouvoir l'égalité des genres dans la prise de décisions, mais également d'encourager et d'appuyer les femmes pour qu'elles participent à la vie politique. Je sais par expérience combien c'était important lorsque j'étais jeune. Savoir que j'avais quelqu'un qui m'appuyait, qu'il y avait des femmes plus âgées qui me disaient : lève-toi, Carola, défends ton point de vue.

**Carola Gunnarsson**

Maire de Sala, vice-présidente de l'Association suédoise des autorités locales et régionales (SALAR), vice-présidente de CGLU pour l'Europe.

---

ONU Femmes, 2018. Vers la démocratie paritaire dans les municipalités.

## SECTION 2.

### Lorsque le personnel est politique

“Nous, tout nous étonne, nous intrigue, nous questionne. Parce que pour nous, le monde politique n’est pas un autre monde, un monde à part. Il est le monde de nous toutes et de nous tous. Celui où nous vivons. Il prolonge notre monde quotidien. Un quotidien que nous souhaitons transformer, faire évoluer, car le quotidien c’est la vie. Pour nous, vie de femme et vie politique ne font qu’un. Ces vies sont en perspective. C’est là une capacité à être soi-même sans essayer d’être quelqu’un d’autre !”

- Souad Ben Abderrahim, maire de Tunis



Souad Ben Abderrahim, Atelier: Mieux communiquer sur les migrations : un défi pour la gouvernance locale - 18 et 19 septembre 2018. Crédits @UCLG-UCLG.

Il est indéniable que les expériences personnelles des femmes, leurs parcours de vie, les situations de lutte et l’activisme pour répondre aux nécessités collectives, influent de différentes façons sur leur vocation et carrière politiques. Des récits de réussite qui partent de l’engagement social. En ce sens, les agendas politiques défendus par ces femmes dirigeantes sont encadrés par leurs expériences historiques comme femmes et les rôles de genre qui les ont historiquement socialisées.

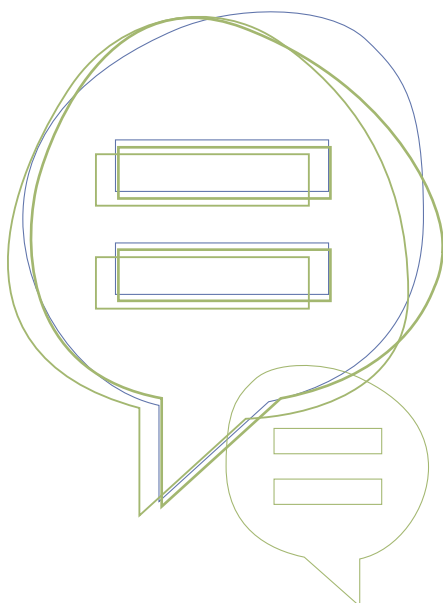


## LE PUBLIC ET LE PRIVÉ EN POLITIQUE

La question de savoir ce qu'est le public et ce qu'est le privé est devenue un champ de bataille politique. Un clair exemple est celui des violences à l'encontre des femmes. À la fin des années 60 et pendant les années 70, les mouvements de femmes ont forgé la phrase « le personnel est politique » : à travers cette formule, elles inscrivaient au débat public que les violences n'étaient pas des « affaires privées », ce qui permit alors de mettre en évidence et à l'agenda public ce qui était jusque-là dissimulé et non dit, encore moins sanctionné. Ces violences privées et publiques s'expriment dans un continuum, et elles ont différentes manifestations, arrivant à des situations critiques dans certains pays.

Bien que les femmes ne soient pas dûment reconnues comme citoyennes à part entière du public, il est vrai que celles-ci ont participé depuis toujours et de façon active aux mouvements organisés, en résistant et en élaborant des stratégies et des pratiques alternatives. Ce processus piloté par les femmes a transformé peu à peu l'espace politique, car elles remettaient en question l'autorité souveraine masculine, une remise en question entraînant le conflit.

De cette façon, des thématiques qui étaient conçues comme propres à l'espace privé ont été rendues visibles, dénoncées et placées dans le public et le politique. Des questions sociales et politiques qui n'étaient jusque-là que considérées comme de l'ordre privé de l'individu et de la vie privée acquièrent alors un caractère de problème public, à savoir : les violences contre les femmes, les identités sexuelles, la sexualité même, les tâches reproductives et de soins aujourd'hui reconnues comme travail et droit dans les agendas régionaux, internationaux et locaux. Fermées auparavant à l'action des États, ces thématiques font leur entrée dans l'agenda de la nation, et prennent la forme de problèmes publics, en étant abordés par le droit et les politiques publiques.



### **2.1. L'importance des trajectoires**

L'entrée des femmes en politique locale contribue à un changement graduel de leur influence sur la démocratie et leur capacité transformatrice pour générer des villes et des territoires plus inclusifs.



Les exemples sont nombreux de femmes arrivant à des postes de gestion et démontrant qu'il est effectivement possible de placer les soins au centre, les personnes au centre, la coopération, l'empathie... Et que cela donne de bons résultats. Des résultats efficaces de gestion et de politique publiques. Tout ceci donne lieu à une meilleure politique pour toutes et tous, également pour les hommes.

## Ada Colau

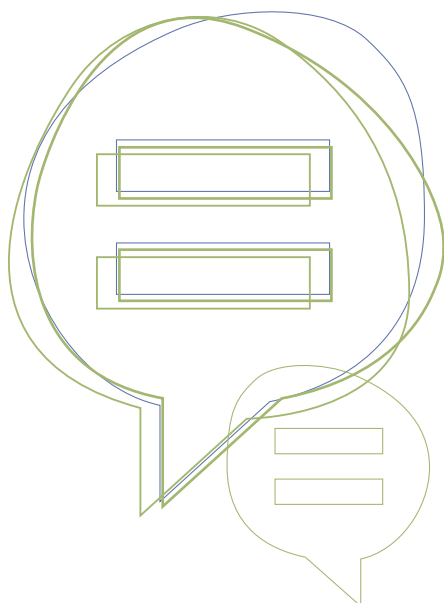
Maire de Barcelone, envoyée spéciale de CGLU aux Nations unies

Depuis Montréal, la réflexion de la maire Valérie Plante est tout aussi significative :

**“Les femmes sont toujours plus présentes dans la politique. Ce qui est positif, c’est qu’une grande variété de femmes sont représentées. Cette diversité est clé pour encourager davantage de femmes à participer à la politique et je suis fière d’en faire partie. L’une des qualités que j’ai remarquées chez les femmes en politique, c’est qu’elles tendent à être en écoute active et à avoir une compréhension beaucoup plus nuancée des problèmes.”**

- Valérie Plante, maire de Montréal

L'échelle de la municipalité représente un espace clé dans la citoyenneté des femmes. De par ses relations de proximité, elle permet aux femmes de se reconnaître, tant dans les difficultés partagées que dans les intérêts mutuels pour leur action politique





Valérie Plante, maire de Montréal.  
Forum politique de haut niveau,  
2018, New York. @UCLG-UCLG

et collective. Les territoires locaux se dressent alors en école de la démocratie et de la citoyenneté, en se constituant comme noyau de la vie en société et du vivre ensemble, où prennent forme et se construisent les aspirations individuelles et collectives. Depuis l'Amérique Latine, la gouverneure de Pichincha nous précise :



“ Je crois que la présence des femmes dans les espaces de direction marque une différence, notre regard sur le monde, sur la société, sur la famille, est différent ; c'est ce qui fait que nous mettons les priorités liées à la vie et aux soins par-dessus toutes les autres, la présence de l'intervention quant aux exigences des citoyen·ne·s fait la différence. L'agenda des droits des femmes et des groupes cibles prioritaires est particulièrement pertinent. Toute personne gouvernante met en valeur le travail physique et les progrès des infrastructures mais nous, femmes gouvernantes, nous savons que tout a du sens quand la vie est mise au centre de l'action.

**Paola Pabón**

Gouverneure de Pichincha



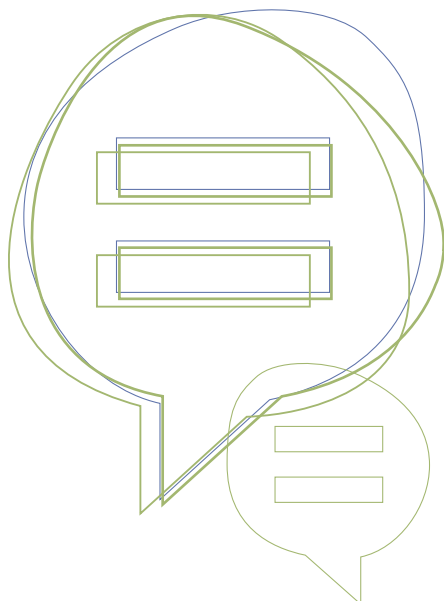
La participation politique des femmes sur les territoires locaux a permis la mise en marche d'autres modalités d'exercice du pouvoir, davantage collaboratives et moins hiérarchiques, un aspect qui est directement lié à leurs expériences de vie et leur militantisme. Patricia Morla, conseillère municipale de Villa Carlos Paz, et liée au mouvement des personnes en situation de handicap, nous dit :



J'ai commencé à participer à des activités sociales, dans des centres de quartier, des coopératives scolaires, des clubs de mères, en pilotant des initiatives pour les transports. Un jour, j'ai connu celui qui deviendrait le maire de la ville, et c'est le travail social que je faisais qui l'a motivé à me proposer de faire partie de son équipe politique. De là, j'ai commencé à travailler en soutenant les personnes handicapées qui n'étaient pas prises en charge par les espaces gouvernementaux.

**Patricia Morla**

Conseillère municipale  
de Villa Carlos Paz



Très souvent, les femmes démarrent leur carrière politique dans des instances informelles de travail communautaire (associations de parents, bénévoles dans les cantines populaires, organisations communautaires) et formelles (syndicats, corporations professionnelles, ONG). C'est dans ces espaces que les femmes forment majoritairement leur leadership et y grandissent, en s'émancipant et en étant reconnues. Des exemples remarquables de ce rayonnement sont les cas d'Ada Colau, activiste sociale de la lutte contre les expulsions et les évictions, promue politiquement par son propre mouvement social jusqu'à être élue maire de Barcelone en 2015 ; ou celui de Thembisile Nkadimeng, maire de Polokwane et Khadija Zahra Ahmadi, ancienne maire de Nili, qui nous racontent :

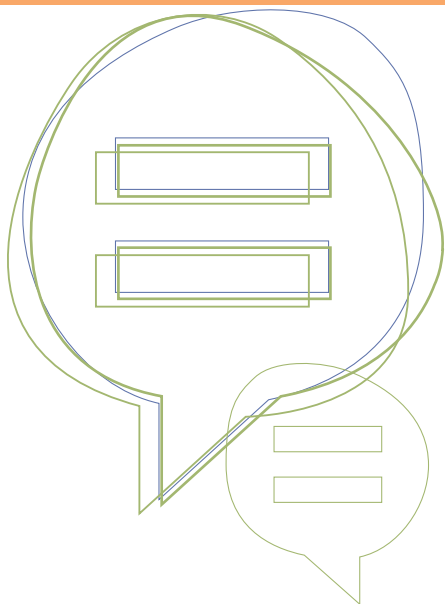


Les luttes historiques menées contre le colonialisme et les injustices de l'apartheid contre la majorité de la population d'Afrique du Sud et les actes de terreur du régime à l'encontre des communautés et des familles ont réveillé en moi une conscience très profonde. La lutte s'est transformée en mode de vie quotidien, car les vies étaient bouleversées la nuit, dans les écoles et au sein des communautés. Je me suis consciemment unie à la lutte après que des gens de ma famille ont été blessés voire tués par la police, qui était devenue l'ennemie du peuple. Mon chemin pour me convertir en activiste a été ainsi modelé à un très jeune âge, à une époque où faire de la politique n'était pas à la mode. Pour moi, la politique représente un moyen de lutter pour la survie, non seulement de ma génération, mais également des générations futures après moi.



**Thembisile  
Nkadimeng**

Maire de Polokwane, présidente de l'Association sud-africaine des gouvernements locaux (SALGA) et coprésidente de CGLU



Le leadership des femmes dans le domaine municipal s'appuie habituellement sur une reconnaissance mutuelle avec leurs communautés locales, nourrie par une connaissance profonde des nécessités de la communauté. L'espace municipal a ainsi cette capacité puissante à favoriser la représentation concrète, car il est plus proche de la réalité et des nécessités. En ce sens, l'échelle locale devient la première école où les femmes peuvent consolider leurs aptitudes et capacités de dirigeantes, mais aussi un puissant moteur de nouvelles projections politiques.





Je suis réfugiée de naissance, mais cela ne signifie pas que je doive vivre toute ma vie comme réfugiée. Je suis rentrée dans mon pays sans l'accord de ma famille, quand je n'avais que 23 ans. Je voulais aider les gens de mon pays. J'avais l'intention d'aider mon peuple afin qu'aucune fillette n'ait à subir l'expérience amère de ne pas avoir de foyer, de souffrir de la pauvreté ou d'être une minorité. Il était nécessaire de prendre des mesures pour relever les défis, ce qui n'a pas été chose facile. Mais je croyais fermement que je pouvais susciter des changements.

**Khadija Zahra Ahmadi**

Ancienne maire de Nili

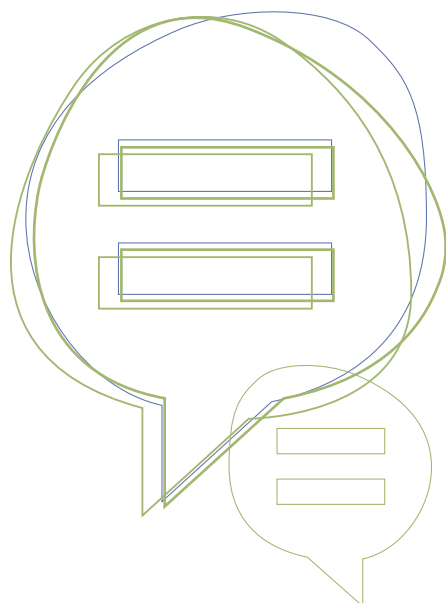
## **2.2. Démonter les stéréotypes et surmonter les obstacles pour faire avancer les droits**

Pour ces femmes dirigeantes, les espaces de décisions se transforment généralement en une carrière parsemée d'obstacles: discriminations et biais de genre, objets de suspicions et de dépréciations. Il n'est pas si facile pour les femmes de faire partie d'un système prédominant androcentrique.

Les femmes en politique font face à une critique permanente avec deux poids deux mesures, qui cherche à les rétrograder de leurs positions de pouvoir et tente de les faire tomber.

Un obstacle que doivent affronter les femmes dans les domaines du pouvoir politique est celui qui est désormais connu comme « le plafond de verre » : un ensemble de barrières invisibles qui empêchent l'ascension des femmes à des positions de prise de décisions. Aux côtés du fameux plafond de verre, la littérature féministe reconnaît d'autres barrières au leadership des femmes. D'un côté, ce qui a été qualifié de « plancher collant », qui fait référence au processus à travers lequel les femmes tendent à « stagner », sans possibilité de projection politique.

Autre phénomène, connu comme le « labyrinthe de verre » rend compte d'une multitude d'obstacles que les femmes doivent surmonter pour atteindre une position hiérarchique et qui s'avèrent





Être femme maire est véritablement un grand défi. Il est difficile pour les femmes comme moi d'entrer dans un royaume dominé par les hommes. Les femmes dirigeantes doivent souvent faire leurs preuves un peu plus que leurs homologues masculins et travailler plus dur pour gagner le respect de leurs pairs. Actuellement, les femmes politiques ont besoin de force, de persévérance, d'adaptabilité et de ténacité. La force de prendre des risques, d'apprendre des échecs, de composer avec les insultes et le courage de lutter pour ce en quoi elles croient, sans jamais s'avouer vaincues.

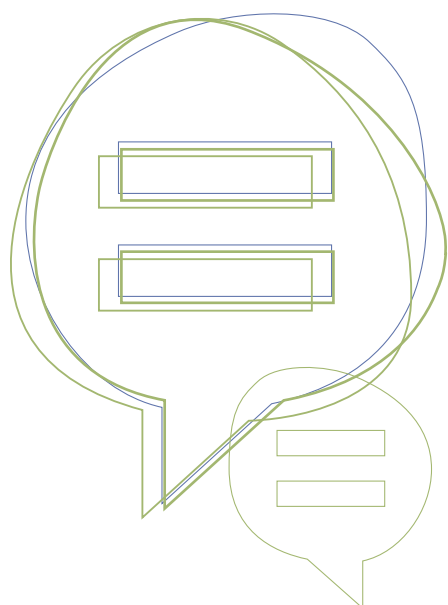
## Madelaine Y. Alfelor-Gazman

Maire d'Iriga et trésorière de CGLU

être plus difficiles que dans le cas des hommes. Ainsi, les femmes mettent en général plus de temps à parvenir à accéder aux postes de direction.

D'autres barrières nommées « murs de verre », sont celles qui font référence à la ségrégation horizontale empêchant ou reléguant les femmes à des domaines déterminés, en général associés aux stéréotypes de genre. Cependant, les femmes ne font pas uniquement face au « plafond de verre » : il existe également un « plafond de béton armé », qui autolimité leur leadership et a à voir avec les doubles, voire les triples journées de travail que vivent les femmes. Celles créées par le sentiment de culpabilité, et qui sont le plus grand obstacle à la participation des femmes en politique, conséquence de la surcharge de la responsabilité des soins et de la remise en cause permanente par la société lorsqu'elles « abandonnent » ou « négligent » leurs responsabilités domestiques et de soins, ou qu'elles les mettent au deuxième plan.

Carolina Cosse, maire de Montevideo et vice-présidente de CGLU pour l'Amérique latine nous raconte qu'elle a eu ses enfants très jeune : « nous avons grandi ensemble, mes enfants et moi ». Et dans ce contexte, elle évoque combien le soutien d'autres femmes lui a permis d'avancer dans ses études et son militantisme:





Je n'aurais rien pu faire sans l'aide de ma grand-mère et de ma mère. Et c'est intéressant non seulement pour ma vie personnelle, mais aussi pour celle des autres. C'est bien de dire "tu peux le faire", mais nous ne devons pas sous-entendre qu'elles peuvent y arriver seules. Seule, on n'y arrive pas. Si j'ai pu y parvenir, c'est que d'autres m'ont soutenue, et si maintenant je suis maire, c'est que d'autres femmes se sont battues avant moi, avant ma grand-mère, pour de nombreuses causes. Cela doit servir à comprendre que nous avons besoin des autres et que nous-mêmes devons soutenir les autres femmes. Je crois que le féminisme est inhérent à un grand message d'espoir pour le monde. (...) Le tout doit être transféré dans la formulation et la mise en œuvre de politiques publiques.

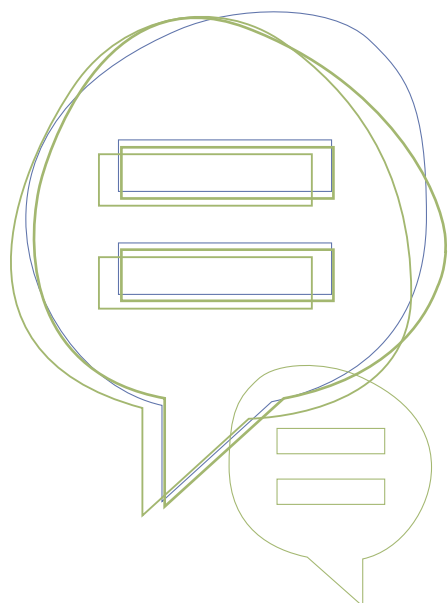
## Carolina Cosse

Maire de Montevideo et vice-présidente de CGLU pour l'Amérique latine

Dans nombre de cas, l'analyse de la relation coût-avantage est cruciale à la décision de nombreuses femmes de ne pas travailler en politique, car elle acquiert des connotations de genre dérivées de cette division sexuelle du travail et du rôle féminin attendu comme responsable de la reproduction sociale de la vie et des soins ; mais pas uniquement, car à ceci s'ajoutent les doutes de comment elles sont arrivées là et la remise en cause permanente de leurs capacités. Combien de ces entraves un homme a-t-il eu à endurer dans sa carrière politique ?

**"L'objectification de la femme en politique fait que plus d'une fois, on ne parle pas de nos idées, de nos projets. C'est frustrant que tout soit résumé à l'apparence, au physique, cela oblige à redoubler nos efforts voire à les tripler en certaines occasions. On passe à la loupe nos capacités, beaucoup plus que dans le cas des hommes. Au final, j'ai la sensation que nous les femmes compétentes et à un certain niveau en politique, on nous voit comme un risque ; il est difficile de nous contrôler et ça, c'est dangereux pour l'establishment."**

- Paola Pabón, gouverneure de Pichincha.

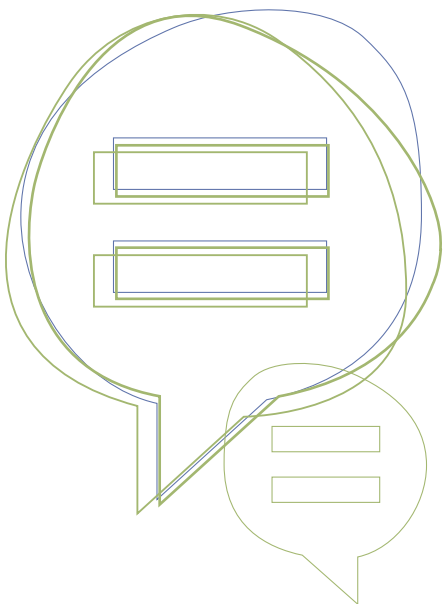




Paola Pabón, gouverneure de Pichincha

D'autre part, les résistances à l'avancée et au leadership des femmes ont donné lieu à un fléau qui porte atteinte non seulement à leurs droits politiques mais également à la démocratie même : la violence politique pour des raisons de genre.

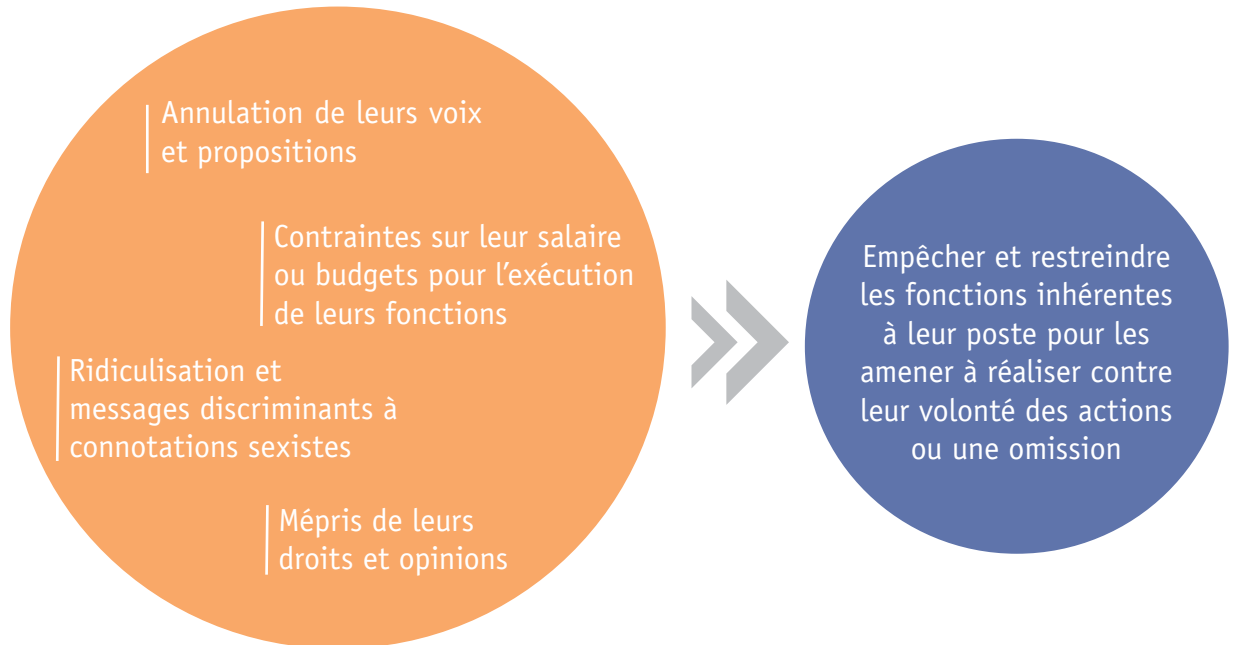
Les femmes qui participent à la politique sont constamment cibles d'injures, de dénigrement, de harcèlements et de différentes manifestations de la violence. La catégorie de violence politique pour raisons de genre est celle dont souffrent les femmes pour le fait d'être des femmes. Restrictions, exclusion, pressions, extorsion, rejet, actes sexistes et enfin, actes criminels pour raisons de genre, tous font partie du large spectre des manifestations de la violence que les femmes peuvent vivre au cours de leurs carrières politiques. Le mépris de leurs droits et opinions, le boycott et l'annulation de leurs voix et propositions, les contraintes sur leur salaire ou les budgets pour l'exécution de leurs fonctions, la ridiculisation et les messages discriminants à connotations sexistes, sont des exemples quotidiens et normalisés de violence politique. Derrière ces violences, on retrouve le but d'abréger, suspendre, empêcher ou restreindre les fonctions inhérentes au poste qu'occupe une femme en politique, afin de l'amener ou la forcer à ce qu'elle réalise, contre sa volonté, une action ou une omission, dans l'accomplissement de ses fonctions ou l'exercice de ses droits.





### Graphique 3 : Structure de la violence politique envers les femmes

#### Violences politiques contre les femmes

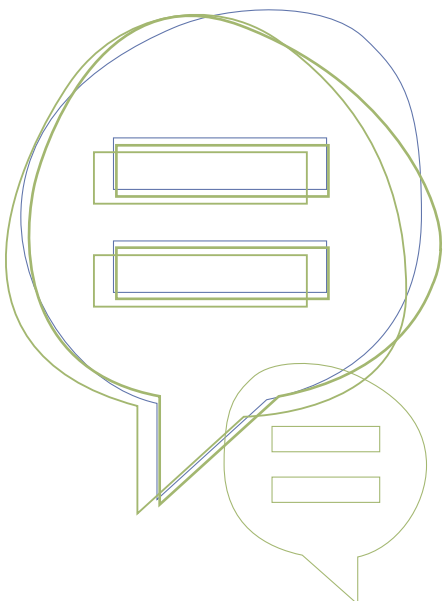


Source : Élaboration ad hoc

Il est important de souligner ici l'impact de la relation entre corruption et genre, selon une perspective loin de tout essentialisme: les femmes élues qui refusent de devenir complices de pratiques de corruption, détournements de fonds, trafic d'influence, clientélisme et actes de favoritisme partisan sont habituellement la cible de violence politique pour raisons de genre, devenant alors des victimes de menaces, extorsion, violence physique, sexuelle, séquestration voire féminicides politiques.

**“Durant l'été 2018, un rapport a démontré que plus il y a de femmes en politique locale et nationale, plus la corruption est réduite. [...] les femmes se fixent des priorités politiques différentes de celles des hommes. Leur souci est le soutien à la personne. L'école, la santé, la lutte contre la pauvreté. Plus il y aura de femmes en politique, plus il y aura d'attention pour ces thèmes [...] Gouverner, pour nous, c'est agir et interagir en partant du réel. ”**

- Souad Ben Abderrahim, maire de Tunis



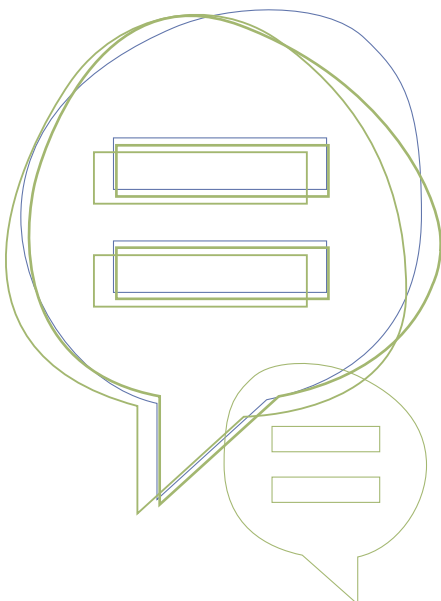


Souad Ben Abderrahim, maire de Tunis (au centre) lors du Congrès mondial de CGLU à Durban, Afrique du Sud.

Bien qu'elle ait lieu à tous les niveaux, c'est dans la sphère locale que cette violence est la plus fréquente et se normalise le plus, et où ses formes sont les plus brutales. Dans une enquête réalisée en 2013 auprès de 235 femmes maires et conseillères municipales en Amérique Latine, 46,9 % des interrogées ont indiqué avoir été victimes de violence politique (Tello, 2013). Au Mexique, dans le cadre des élections organisées en 2018, 106 femmes candidates ont été agressées et 16 ont été assassinées. Parmi elles, 80 victimes occupaient le poste de maire<sup>9</sup>. En 2019, 79 menaces de mort ont été signalées contre des femmes politiques mexicaines, une hausse de 276 % par rapport à l'année précédente<sup>10</sup>. Le processus électoral le plus important dans l'histoire du pays, qui a eu lieu en juin 2021, s'est soldé par la mort de plus de 80 candidats et candidates. Un cas qui a ému toute la région latino-américaine, et en particulier le mouvement municipaliste et les mouvements féministes, a été le féminicide politique de Marielle Franco, conseillère municipale de Rio de Janeiro, au Brésil.

9 Etelekt Consultores, 2018. Primer Informe de Violencia Política contra Mujeres en México 2018.

10 Disponible à l'adresse : <https://vocesfeministas.mx/7108-2/>





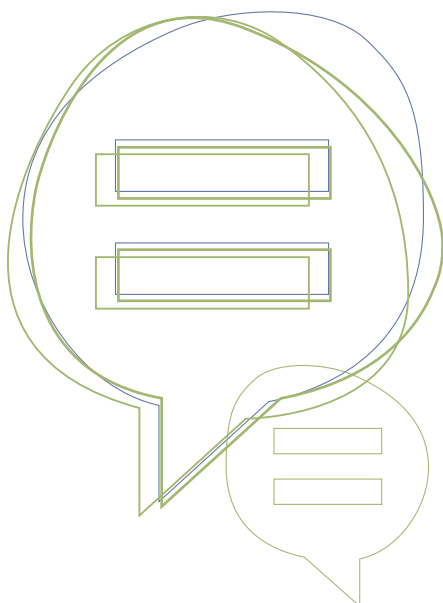
## VIOLENCE CONTRE LES FEMMES EN POLITIQUE

En Bolivie, pays pionnier dans la visibilité de ce fléau et dans l'avancée de la promulgation d'une loi contre le harcèlement et la violence politique envers les femmes, des cas sont signalés de femmes maires et conseillères municipales victimes d'agressions physiques, d'enlèvements et de viols, perpétrés très souvent par des collègues du même parti, qui cherchent à travers ces actes à faire renoncer leurs homologues féminines titulaires pour laisser la place au suppléant masculin. L'un des cas les plus emblématiques est celui de Juana Quispe Apaza, première conseillère femme de la municipalité d'Ancoraimas qui, après différentes formes de harcèlement et de violence qui cherchaient à empêcher l'exercice du poste auquel elle avait été élue, a fini par être assassinée en 2012. Ce drame a encouragé l'approbation de la Loi 243 contre le harcèlement et la violence politique envers les femmes, promulguée le 28 mai 2012 ; signe d'un soutien sans appel envers les femmes qui font irruption sur une scène qui, historiquement, « ne leur appartient pas ».

La violence politique révèle que le domaine du politique est une scène complexe et hostile envers les femmes, en particulier celles qui sont traversées par les intersections raciales, d'appartenance ethnique, de classe sociale et d'orientation sexuelle. Il faut encourager des actions qui démontent ces pratiques naturalisées, étendues, invisibilisées et impunies dans la majorité des cas, qui portent atteinte non seulement aux droits politiques des femmes, mais également à la démocratie. Le 14 mars 2018, Marielle Franco, militante pour les droits des femmes et personnes LGTBIQ+ était assassinée par féminicide politique. Elle avait une façon particulière d'exercer son leadership et tous ses projets de loi étaient définis collectivement, en puisant dans le quotidien, dans les expériences de vie des femmes les plus pauvres, celles opprimées par le patriarcat.<sup>11</sup>

“Je propose d'agir collectivement pour garantir les droits dans un espace aussi machiste que l'est l'État.”

- Marielle Franco



<sup>11</sup> [Marielle Franco: el nacimiento de un mito](#) Consulté le 05/06/2021



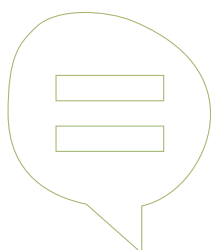
Photo : Fonds Marielle Franco



Être à la vue du public apporte inévitablement sa part d'obstacles et de critiques. Mais il y a une chose en particulier : les femmes doivent encore subir de façon disproportionnée les messages en ligne haineux et violents et sur leur orientation sexuelle. Ces comportements créent des tensions sur le plan psychique et émotionnel, qui consomment beaucoup d'énergie. De tels obstacles sont inévitables, mais on ne devrait jamais nous dissuader de travailler à créer une ville plus inclusive et durable.

## Valérie Plante

Maire de Montréal



L'ère du numérique entraîne avec elle de nouvelles formes de violence envers les femmes ayant un profil public, qui vivent quotidiennement avec les insultes, les menaces et les humiliations machistes, directes ou anonymes, transmises via les réseaux sociaux. Pour beaucoup de femmes dirigeantes, cela suppose un épuisement définitif de leur vocation politique. Nombreuses sont les femmes qui abandonnent leur carrière politique face à l'ampleur du cyber harcèlement qu'elles subissent et qui atteint même leur famille.





L'arène politique en Gambie est vraiment difficile pour une femme. L'opinion majoritaire est que les femmes doivent rester à la maison ; on démarre donc déjà automatiquement avec un obstacle contre nous. Ce fut difficile pour moi, parce que personne n'a envie de se voir ou de voir sa famille sur les réseaux sociaux subir des diffamations et des insultes. C'en est arrivé à un tel point que ma mère est tombée malade et a fini dans le coma parce que c'était trop pour elle ; par la suite, elle a essayé de me persuader d'abandonner la politique, parce que c'est un milieu dominé par les hommes. Mais je lui ai répondu que je ne renoncerais pas, qu'ils disent ce qu'ils veulent. C'est l'obstination, la foi en le changement, qui m'ont poussée à aller de l'avant

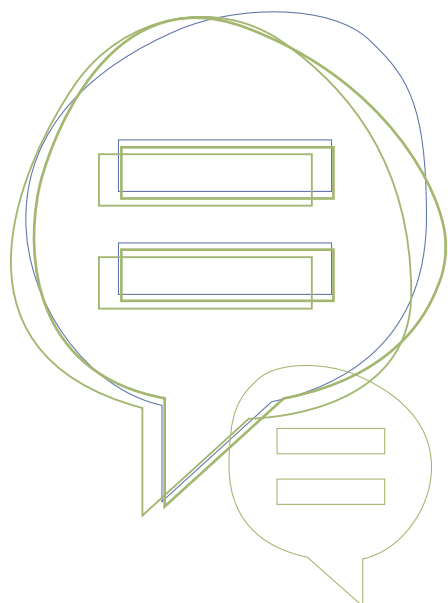


## Rohey Malick Lowe

Maire de Banjul

De même, lorsque les femmes de la politique sont sollicitées par les médias, ou lorsqu'elles font l'objet d'un traitement informatif, elles sont exposées aux stéréotypes de genre, à la communication sexiste et aux micro-machismes. Leurs compétences à diriger et gouverner sont généralement discréditées de façon constante, par un double poids de mesures sexiste.

Dans les débats et les interviews, nombre de femmes politiques ont eu à faire face à des questions ou des remises en cause liées à leur maternité, à savoir « si elles seraient capables » de concilier gouvernement et vie familiale, si elles avaient grossi ou maigri, si elles s'habillent bien ou mal, ou même si elles dépensent beaucoup en vêtements ou si elles se maquillent. Des questions d'ordre personnel qui ne sont jamais posées aux hommes. Et en même temps, les femmes ont plus d'aval étant donné que la société voit en elles davantage d'honnêteté, d'engagement, de capacité de travail. Des qualités qui ne vont pas nécessairement s'exprimer chez toutes les femmes, ou être absentes chez les hommes, mais qui font partie de l'imaginaire politico-culturel. C'est ainsi, malgré les obstacles, que les femmes sont progressivement et de mieux en mieux acceptées et occupent des postes de plus haut niveau dans les prises de décisions. Il est intéressant de souligner ici combien ces changements apportent à la symbolique de l'émancipation et de la construction culturelle des filles d'aujourd'hui.

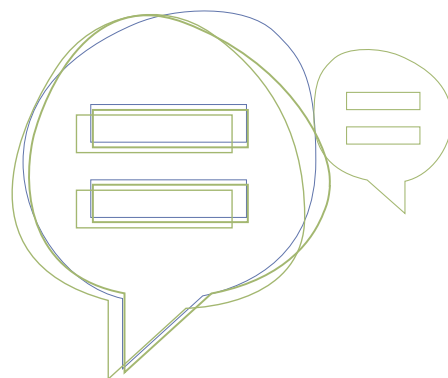
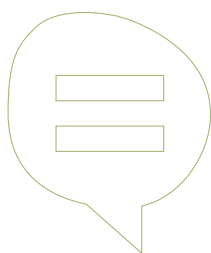




“

Prendre le chemin de la mairie n'a pas été chose facile. J'ai dû faire beaucoup de sacrifices ; subir le rejet et même la perte de ma famille et de proches. Mon père a été la première personne à qui j'ai dû démontrer que j'étais une fille indépendante, qui n'entache pas la dignité de la famille avec son travail, ce qui est très important dans une société afghane conservatrice et traditionnelle. Ensuite, il a été difficile pour mon époux d'accepter mon travail de dirigeante politique. Enfin, il m'a fallu choisir d'être seule pendant ce voyage au sein d'un système de gouvernement éminemment masculin, où persiste le manque de confiance en les capacités des femmes. De plus, l'absence de femmes à de hautes fonctions politiques par le passé et à des postes de direction technique, ajoutée à la perception de la femme comme jouant un rôle purement symbolique, ont fait que ce soit encore plus difficile pour les personnes plus jeunes comme moi. Mais les nécessités du pays sur le plan des politiques et de la prise de décisions, ainsi que la faible présence des femmes, m'ont persuadée à participer à la course, malgré l'interminable instabilité et insécurité en Afghanistan. Je suis parvenue à être reconnue comme l'une des maires de premier plan avec des capacités aussi techniques que politiques

**Khadija Zahra Ahmadi** Ancienne maire de Nili





Innovatrices, pionnières, des maires comme Thembisile Nkademeng, maire de Polokwane, nous racontent leurs histoires avec fierté.

**“Je suis la première femme maire de la ville et cela signifie beaucoup pour moi, mais aussi pour toutes les femmes de la province. Faire tomber les barrières du patriarcat a été difficile, la responsabilité en elle-même a été accablante et compliquée la plupart du temps. Au quotidien, cela signifie que je dois me rappeler que je suis la porteuse de flambeau de toutes les femmes qui viendront après moi. Cela veut dire que je dois travailler encore plus dur pour maintenir et faire sentir notre présence en tant que femmes.”**

2e Forum des gouvernements locaux et régionaux, 24 septembre 2019, Sommet sur les ODD. Thembisile Nkademeng, maire de Polokwane, présidente de l'Association sud-africaine des autorités locales (SALGA), coprésidente de CGLU. Crédits @UCLG-UCLG/Ege Okal pour Joel Sheakoskil

Thembisile Nkademeng, maire de Polokwane, présidente de l'Association sud-africaine des gouvernements locaux (SALGA) et coprésidente de CGLU.





Malgré toutes ces barrières, une force et un courage extraordinaires incarnent la vocation politique des femmes qui décident de piloter le changement que leurs propres expériences de vie réclament. C'est le cas de Mayra Mendoza, maire de Quilmes, en Argentine :



Les femmes des quartiers sont celles qui font face à la nécessité d'avoir des infrastructures de base, car ce sont nous, les femmes, qui vivons et habitons ces quartiers. Nous sommes donc celles qui savons ce dont ont besoin nos enfants pour pouvoir s'épanouir. Toute l'adversité que j'ai dû affronter tout au long de mon militantisme s'est transformée en force, en appel à l'organisation

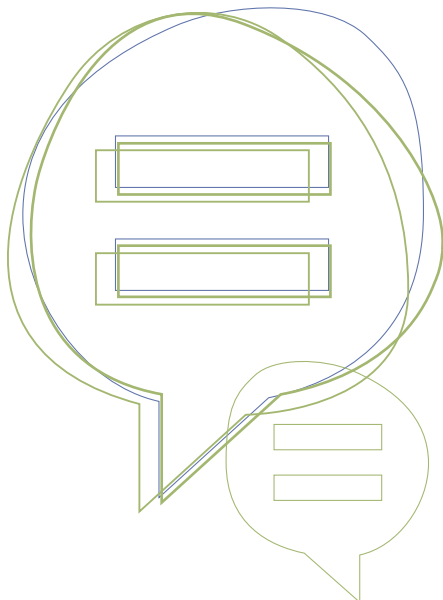
## Mayra Mendoza

Maire de Quilmes

D'autres considèrent leur gouvernance comme une claire opportunité de générer des références pour l'avenir, comme la maire de Barcelone, Ada Colau :

**"Je ne m'étais pas rendu compte de combien il était important que je sois la première femme maire. Je rencontre beaucoup de jeunes filles qui me disent "je serai maire". Elles l'affirment, elles ne disent pas "je veux être maire". Elles le déclarent : "Je serai maire". Les références sont donc vraiment très importantes, parce que c'est ce qui fait que beaucoup de filles considèrent comme tout à fait naturel et logique de pouvoir être maire, présidente, ou ce qu'elles voudront"**

- Ada Colau, maire de Barcelone, envoyée spéciale de CGLU aux Nations unies (2021)





### Points critiques, formulés par la conseillère Ubuntu de CGLU sur le genre :

- La difficulté d'entrée en politique des femmes, en particulier pour les plus pauvres.
- La masculinisation de la vie publique et politique, sans cesse renouvelée et avec une résistance croissante à l'avancée des femmes.
- L'absence ou l'insuffisance d'engagements concrets de la part des partis politiques à favoriser, appuyer et accroître le leadership des femmes dans les structures internes de pouvoir et comme candidates électorales.
- Les sens multiples de la participation assignée aux femmes, les risques de certaines formes de participation. Être attentives aux discours dans lesquels sont énumérées les « vertus » des femmes, identifiées comme :
  - agentes du changement ;
  - facilitatrices de l'action communautaire ;
  - médiatrices des nécessités de la famille.



Barcelone, 2019. Réunion de la Présidence de CGLU au Secrétariat mondial.

## SECTION 3.

### Quels agendas les femmes du pouvoir local encouragent - elles? Recommandations pour un regard stratégique vers l'avenir

Les leaderships des femmes aux postes décisionnels constituent des indicateurs éloquentes de l'avancée des démocraties dans le monde. Ce sont ces leaderships qui se forgent selon une critique radicale de la construction du pouvoir et de la gestion traditionnelle et verticale de l'exercice du pouvoir. Ce sont des leaderships qui installent des questions de fond, stratégiques et pratiques, liées aux nécessités des femmes. Ces nouveaux leaderships des femmes impliquent également un réexamen des structures patriarcales et des politiques androcentriques, car malgré les progrès et ce qui a été gagné, on constate un renouvellement de la masculinisation des postes de responsabilités et au sein des partis politiques.

C'est dans ce contexte que le mouvement du **municipalisme féministe mondial inscrit à l'agenda public et à l'agenda des gouvernements locaux la reproduction, la durabilité et le soin du tissu vital comme axe central de l'ensemble de la politique publique**. S'inscrivant dans une série d'instruments internationaux de droits humains, déclarations, chartes et engagements, cet agenda politique mis sur pied par le **municipalisme féministe constitue un regard stratégique vers la concrétisation des villes et des territoires que nous voulons habiter à l'avenir, qui prennent soin de leurs habitantes et habitants et qui priorisent le soutien aux tissus de la reproduction vitale sous une perspective intégrale**.

L'adjointe au maire de Tours, Elise Pereira-Nunes nous dit :



“

J'ai travaillé comme bénévole pour la défense des droits des femmes et des autres minorités, et maintenant, dans la politique locale, je dois relever le défi de garantir une ville sûre pour toutes et tous, sensibiliser la police et rendre la ville accessible à tous les types de personnes, femmes, handicapé·e·s, minorités ethniques et collectif LGTBI

**Elise Pereira-Nunes**

Adjointe au maire de Tours



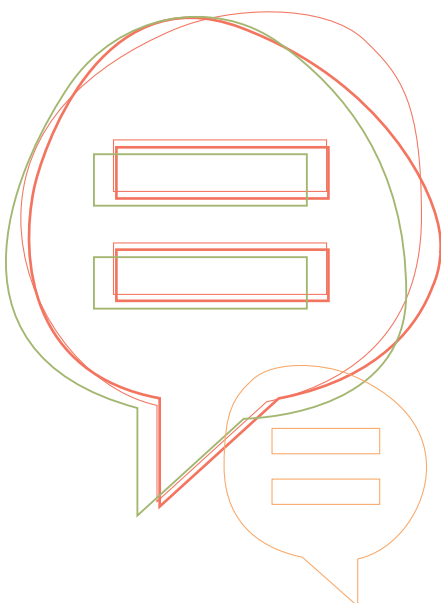
Dans ce regard stratégique, **deux dimensions constitutives supposent une reconfiguration radicale des clivages traditionnels des politiques et administrations publiques des gouvernements locaux.** La première a à voir avec un ensemble de questions, de points clés d'orientation, lorsqu'il s'agit d'installer et promouvoir de nouvelles morphologies plus démocratiques et inclusives sur les territoires locaux. La seconde dimension fait référence aux problèmes publics centraux qui doivent être abordés de façon urgente et sont au cœur de cet agenda, tels que les soins comme un droit, la violence contre les femmes et les filles dans les espaces publics et privés, la reconstruction du tissu social et les solidarités de quartier, et la concrétisation de l'autonomie économique des femmes.

### **3.1. Construire de nouvelles morphologies démocratiques et inclusives sur les territoires locaux. Les points clés orientant l'agenda politique du municipalisme féministe.**

- **Contribuer à une démocratisation à haute intensité qui serve d'intersection aux revendications féministes et à la participation des femmes dans les espaces de décision politique.** Favoriser ainsi ce que Boaventura de Sousa Santos<sup>12</sup> (2017) appelle la « démo-diversité », c'est-à-dire l'articulation des voix et des exigences des femmes dans les dispositifs de démocratie participative et de démocratie représentative, en ajoutant la démocratie communautaire propre à certains contextes (comme en Afrique, en Amérique Latine, en Asie), pour travailler activement de cette manière comme ligne de dépassement et alternative aux mouvements autoritaires et fondamentalistes qui menacent les progrès dans la concrétisation de l'égalité.

Réfléchir à un agenda politique féministe pour les gouvernements locaux est alors synonyme d'élargissement de la participation des citoyennes et des citoyens sur leurs territoires.

**“[...] je crois que la participation des citoyennes et des citoyens est quelque chose qui ne peut manquer à aucune de nos gestions des municipalités féministes. La participation citoyenne permet en outre de diminuer notre marge d'erreur en tant que personnes gouvernantes. Et il faut donner du corps à la participation, il est difficile de s'asseoir en rond et d'écouter**



12 Demodiversidad. Imaginar nuevas posibilidades democráticas, Boaventura de Sousa Santos (auteur), José Manuel Mendes (auteur), Cristina Piña Aldao (traductrice), Alex Tarradellas (traducteur). Colección 2017. Epistemologías del Sur



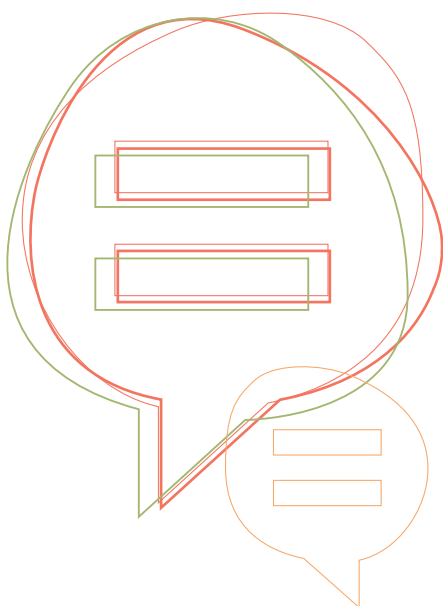
Session de CGLU-Femmes pendant la CSW65, 19 mars 2021

ce que toutes et tous ont à dire, et devoir expliquer et être transparentes sur le budget disponible pour pouvoir faire ces choses. J'ai donc la conviction que la participation est clé. La démocratie locale est celle que les femmes et les féministes peuvent porter de l'avant. Et, bien entendu, dans cette logique de participation, faire preuve d'une écoute active pour concevoir des politiques publiques qui soient inclusives ."

- Mayra Mendoza, maire de Quilmes.

- **Consolider les processus visant à dé-patriarcaliser la politique et les politiques publiques** en mettant au centre la durabilité de la vie et les soins, et c'est là que les leaderships des femmes politiques deviennent fondamentaux. Plaider ainsi pour l'égalité des genres et les droits des femmes et leurs différentes intersections avec l'ethnie, l'identité sexuelle, la diversité fonctionnelle, l'âge, la situation migratoire, la religion, parmi tant d'autres. Rendre ainsi compte du caractère multidimensionnel et de l'entrelacement des divers systèmes d'oppression.
- **Considérer les nécessités pratiques en fonction des genres et leurs intérêts stratégiques (Molyneux, 1985; Moser, 2005; Young, 1997)<sup>13</sup> des femmes dans leurs diversités**

<sup>13</sup> Molineux, Maxine (1985) Mobilization without emancipation? Women's interests, the State, and revolution in Nicaragua. Revolution in Nicaragua.



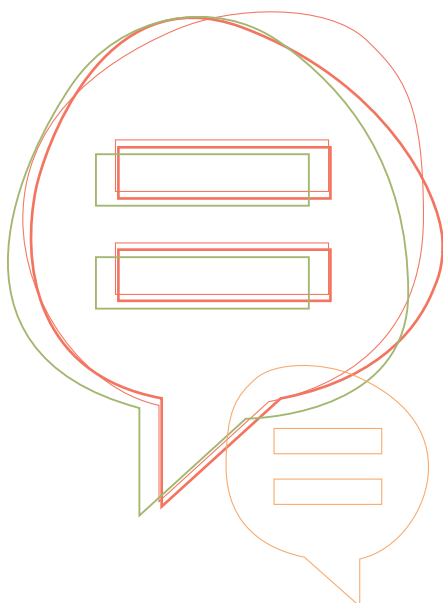




au centre de la politique publique et dans la planification urbaine ; dans la façon d'habiter, de se déplacer, d'utiliser et de profiter des biens publics des villes et des territoires. Il existe donc **un lien constitutif entre l'agenda politique mis sur pied par le municipalisme féministe et le droit des femmes à la ville**, ce dernier découlant du constat que les villes ne sont pas des espaces neutres garantissant l'égalité des chances pour les femmes ; ce droit ayant à voir avec les modalités différenciées d'accès, aux conditions et qualités des infrastructures et services publics, de transports, de sécurité, de soins, entre autres. Le droit à la ville envisage alors une ville accessible, sûre, inclusive et bienveillante envers les femmes, et les groupes historiquement exclus, en incluant les populations migrantes et déplacées.

Ce droit des femmes à la ville englobe à la fois : les droits matériels, autrement dit ceux de la matérialité du territoire, ainsi que les droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux déjà revendiqués et exigés par les femmes aux administrations politiques et techniques ; mais aussi les droits immatériels, ceux qui façonnent le caractère symbolique, qui figurent les pratiques culturelles, les traditions et qui s'ajouteront également à la persistance des subordinations et des stéréotypes construits, sans doute les plus difficiles à transformer. Les droits au territoire, à sa matérialité, au logement, aux infrastructures, aux services, et autres, essentiels pour redistribuer la qualité de vie, mais aussi les droits citoyens, mentionnés dans l'Agenda 2030 pour le développement durable (et ses 17 objectifs), qui cherche à « ne laisser personne pour compte » (Falú, 2018). Les villes et les métropoles doivent donc être conçues comme des biens communs, qui supportent les tissus reproductifs de soutien de la vie.

- **Renforcer la diversité des voix des femmes sur les territoires locaux.** Lorsque les femmes sont intégrées dans les politiques publiques, les actions et les programmes, on les retrouve en général comme « secteur vulnérable ». Il semble nécessaire de préciser que les femmes ne sont pas vulnérables, elles ont démontré leurs forces et capacités à transformer et contribuer au collectif et au social. Un bon exemple de l'action collective décidée par les femmes est celui des manifestations et de la grève internationale du 8 mars, le « mur des femmes » (chaîne humaine) en Inde, les réseaux de femmes africaines dénonçant l'ablation du clitoris chez des millions de petites filles, pour n'en citer que quelques-unes. Nous constatons que



---

Feminist Studies. p. 227. Moser, Caroline (1991) "Planification selon le genre dans le Tiers Monde : comment satisfaire les besoins pratiques et stratégiques selon le genre", Una nueva lectura: género en el desarrollo, Lima, Entre Mujeres, pp. 55-124. Young, Kate. (1997) "El potencial transformador en las necesidades prácticas: empoderamiento colectivo y el proceso de planificación", Poder y Empoderamiento de las mujeres, Bogotá, Tercer Mundo, S.A.



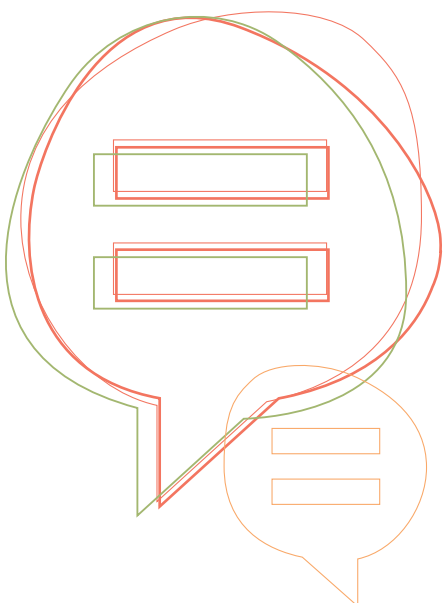
les femmes ont des vécus, des expériences et des exigences, et qu'il est essentiel qu'elles participent activement en élaborant des propositions, en occupant des fonctions de décision, à des postes clés de leadership, autrement dit, qu'elles mettent en œuvre l'article 7 de la CEDAW. Il nous faut activer des méthodologies et outils qui promeuvent la participation de premier plan des femmes et qui reconnaissent la diversité des citoyen-ne-s dans la politique publique et l'action locale (Mexico, CGLU, 2021). Il s'agit là d'incorporer les voix des femmes, polyphoniques, toutes différentes, dans le cycle de la politique publique et dans les processus de prises de décisions locales.

- **Consolider un mouvement où tout le monde est impliqué.**

Le municipalisme féministe ne fait pas seulement référence aux femmes mais également au fait de générer et consolider les contributions vers une société locale nécessitant des transformations urgentes face à ces nouveaux contextes. Contribuer ainsi à réfléchir à un municipalisme avec des interventions publiques qui visent à transformer les stéréotypes et les traditions à l'œuvre sur les territoires locaux, en intégrant des hommes démocratiques. Jeter les bases pour des communautés locales plus participatives, fondées sur la collaboration et les solidarités. Enfin, il ne s'agit pas de penser à une ville pour les femmes mais à une ville où l'on vit et cohabite ensemble, qui reconnaisse la diversité et dont les différents collectifs sociaux composant la population puissent bénéficier à parts égales. Depuis la perspective de genre, nous soutenons que ce chemin est juste et possible, à condition, en premier lieu, que la contribution à l'égalité des chances pour les hommes et les femmes advienne en reconnaissant que chacun et chacune a des nécessités différenciées en raison des rôles sociaux qui leur sont assignés.

- **Engranger les changements nécessaires au sein des administrations publiques des gouvernements locaux.**

Un point à renforcer est celui de la mise en place d'administrations publiques inclusives, avec une perspective de genre et selon une approche de droits humains. Cela suppose de profondes transformations dans les cultures organisationnelles pour les ancrer dans des principes tels que la participation, l'intégralité, la co-construction, l'intersectorialité, l'intersectionnalité. Il s'avère donc nécessaire d'intégrer non seulement la réflexion sur ce qui est fait mais aussi sur comment cela est fait, en comprenant la composante politique comme inhérente à la composante technique. D'autres points à soulever ici sont : avec quels moyens cela est fait, la façon dont les ressources et les budgets publics sont planifiés, exécutés et collectés. De même, pouvoir délimiter quelles sont les positions et les





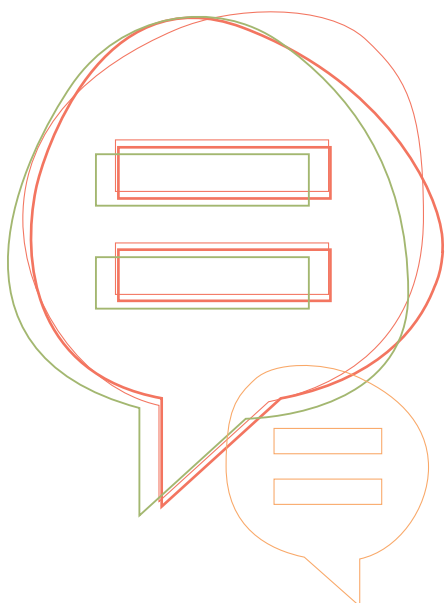
conditions des femmes au sein de ces instances bureaucratiques des gouvernements locaux.

Fatimetou Abdel Malick, présidente de la région de Nouakchott.  
Fatimetou Abdel Malick, présidente de Nouakchott. 24 septembre 2019.  
Sommet sur les ODD. New York.

- **Encourager des processus de développement des possibilités pour toutes et tous sur les territoires urbains locaux**, qui explorent les autres économies possibles, plurielles, tenant compte de la préservation de l'environnement comme patrimoine de la vie présente et future. Cette question est cruciale, à un moment où la pandémie de COVID-19 creuse les écarts de pauvreté, en particulier celle de la pauvreté selon le genre. De cette façon, placer les personnes au centre de la gestion du local.



- **Faire avancer et infuser les objectifs et thématiques de l'agenda politique et de l'agenda public du municipalisme féministe dans les politiques nationales, régionales et mondiales**, avec la conviction que c'est là un outil de transformation, qui considère comme nécessaire et urgente la transformation des institutions actuelles pour naviguer parmi la complexité des problèmes publics propres au 21e siècle. Contribuer ainsi à consolider et faire entendre les voix des réseaux et la cohésion sociale, territoriale, régionale et internationale.



**“Nous devons échanger et nous entraider au niveau international, pour éviter de faire cavalier seul. C'est une leçon que le COVID-19 nous a enseignée. Il est essentiel de plaider pour une meilleure représentation des femmes dans la prise de décisions afin de garantir leur**



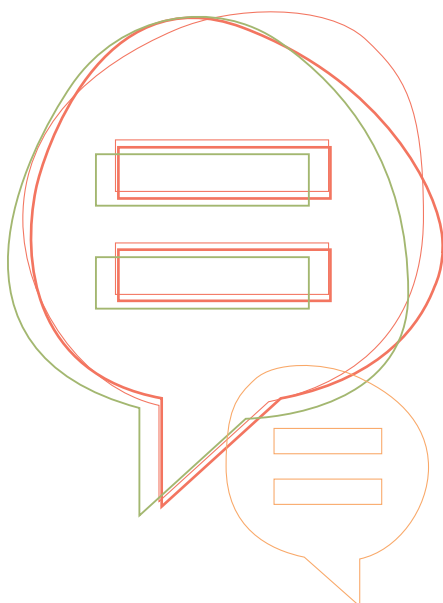
**sécurité et de répondre à leurs besoins. Nous avons besoin d'un système de santé efficace, et pour cela nous avons besoin de la participation des femmes."**

- Fatimetou Abdel Malick, présidente de la région de Nouakchott.

Nous envisageons et reconnaissons les différents défis que ces questions diverses supposent à l'heure de réfléchir à des sociétés plus inclusives, plurielles, démocratiques, qui ne laissent personne pour compte. Dans ce cadre, il est pertinent de souligner le fait que les recherches confirment le potentiel qu'ont les agendas politiques défendus par le municipalisme féministe de la main des femmes dirigeantes.

Pour n'en citer que quelques-unes, des études en Inde montrent comment l'accès des femmes aux espaces de pouvoir politique produit des améliorations, entre autres, en matière de santé, d'éducation, d'infrastructures publiques et d'approvisionnement en eau potable. Bhalotra, S. et Clots-Figueras, I. (2014)<sup>14</sup>, partent du principe que les dépenses déficitaires de santé ont des conséquences néfastes et disproportionnées sur les femmes, et établissent un lien entre la représentation politique des femmes dans les législatures d'État et l'amélioration de la fourniture publique de services de santé prénatale et infantile dans les districts où elles sont élues. Les données obtenues permettent de conclure que la représentation politique des femmes peut constituer un outil efficace pour aborder la santé dans les pays en développement, étant donné que l'augmentation de 10 % d'une telle représentation donne lieu à une réduction de 2,1 % de la mortalité néonatale. D'autres auteurs (2007)<sup>15</sup> évoquent comment les villages dirigés par des femmes pradhanes possèdent des biens publics de meilleure qualité, et la situation des enfants y est meilleure du côté de l'accès à l'eau potable, de la vaccination et de la scolarisation. Dans cette même étude, les données signalent comment dans l'un des États les plus pauvres de l'Inde, le Rajasthan, les communes gouvernées par les femmes dirigeantes affichent de meilleurs niveaux de vaccination chez les enfants, et un plus grand recours aux crèches gouvernementales.

**"Le dénominateur commun chez les femmes politiques est le fait qu'elles sont grandement engagées dans la promotion de politiques nationales et locales qui abordent les nécessités socioéconomiques**



14 Bhalotra, S. et Clots-Figueras, I. (2014). Health and the political agency of women. *American Economic Journal: Economic Policy*, 6(2), 164–97.

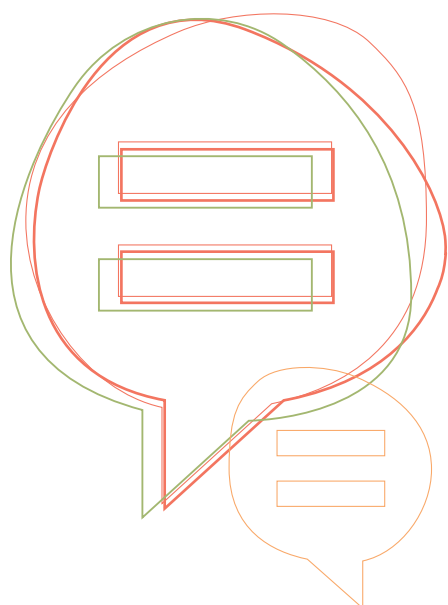
15 Beaman, L., Duflo, E., Pande, R., et Topalova, P. (2007). [Women politicians, gender bias, and policy-making in rural India](#). Working paper, Unicef. Consulté le 23/05/2021



Madelaine Y. Alfelor-Gazman, maire d'Iriga et trésorière de CGLU au Congrès mondial de CGLU à Durban, Afrique du Sud, 2019.

**de leurs populations. Elles ont la capacité de tolérer et respecter la diversité vers une meilleure résolution des conflits, ainsi que la capacité de développer et construire des communautés locales solides. Les femmes politiques se battent pour des développements positifs dans l'éducation, les infrastructures et les standards de santé à l'échelle locale, sans laisser personne pour compte."**

- Madelaine Y. Alfelor-Gazman, maire d'Iriga et trésorière de CGLU



Enfin, motivé et très souvent encouragé par la révolution féministe de notre époque, le leadership des femmes politiques dans la sphère locale se caractérise par de nouveaux regards et de nouvelles voix qui résonnent chez celles et ceux qui luttent pour la justice sociale et le développement équitable. Des récits d'avant-garde, qui interpellent le statu quo, font partie des nouveaux discours. Des approches plus inclusives s'incorporent à leurs propositions. L'innovation humaniste fait partie de ce courant féministe qui invite à repenser les villes, les territoires et leurs services. Des femmes qui ne s'identifient pas avec le pouvoir hégémonique, avec des propositions politiques différenciées, qui parviennent même à provoquer des transformations radicales.



Washington D.C., États-Unis, 21 janvier 2017 - Des manifestantes tiennent des pancartes lors de la Marche des femmes à Washington Crédit photo: Alejandro\_Munoz / Shutterstock.com

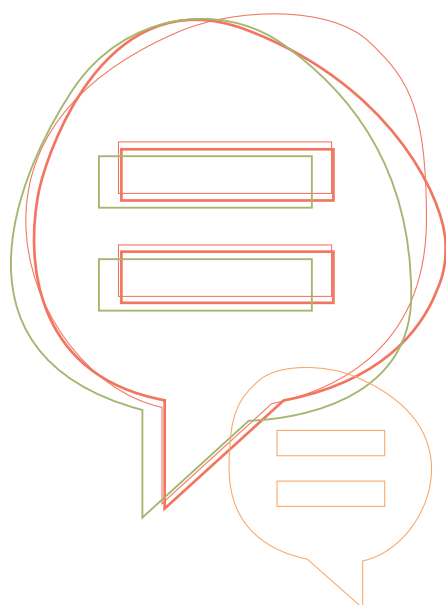
### **3.2. Des villes et des territoires qui prennent soin et soutiennent le tissu vital : les problèmes publics en place centrale de l'agenda politique.**

Les contextes mondiaux au sein desquels émergent et s'exercent les leaderships de ces femmes sont extrêmement complexes. Certaines de ces femmes se trouvent aujourd'hui dans des villes devenues des centres du pouvoir économique, financier et culturel, dans lesquelles coexistent différentes temporalités, où s'entrecroisent des formats prémodernes, et une modernité fruit de la société globale, qui ont pour cadre la révolution des communications, des technologies et du marché mondialisé.

D'autre part, la situation de pandémie mondiale actuelle a aggravé et amplifié les inégalités préexistantes sur les territoires locaux urbains, et les personnes plus pauvres et affectées par les impacts sont les femmes. Ainsi, environ 90 % de tous les cas enregistrés de COVID-19 l'ont été dans les villes (ONU, 2020),<sup>16</sup> et nous savons que les impacts différenciés sur les subjectivités et les corporalités des femmes selon leurs intersections sont directement liés aux conditions préexistantes des villes qu'elles habitent, et ont à voir avec la planification, l'accessibilité aux services et aux infrastructures publiques, aux conditions du logement.

Dans ce contexte, la construction d'un agenda politique propre et radical de la part des actrices et des acteurs qui constituent

16 ONU (2020), Note de synthèse : [la COVID-19 dans un monde urbain](#). Consulté le 05/06/2021



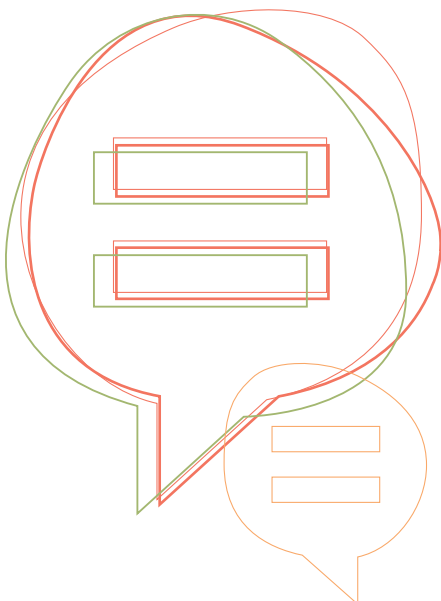


ce mouvement du municipalisme féministe a besoin de processus collectifs pensés à partir du commun, alimentés par les pratiques des leaderships, des politiques, avec les leçons et apprentissages qui en découlent. Toutefois, nous pouvons définir certaines dimensions faisant déjà consensus, certaines de façon plus dense que d'autres, et au sein desquelles il s'avère nécessaire de progresser. Il s'agit là de la construction et du consensus autour d'un agenda commun de points critiques, au-delà des différentes portées que peuvent avoir ces points, selon les spécificités des contextes socio-historiques, culturels, politiques et économiques des territoires locaux. L'ordre des points ne signifiant pas la prévalence de certains sur d'autres, il est à comprendre dans une vision d'intégralité.

C'est ici que les problèmes publics contenus dans les agendas politiques avancés par les femmes dirigeantes du monde, malgré les différences dans l'intensité et la modalité de gestion, sont essentiels et urgents ; des problèmes publics qui font une référence centrale au soin comme droit, aux violences faites aux femmes et aux filles dans les espaces publics et privés ; aux autonomies économiques des femmes et à la génération de liens de proximité et de solidarité dans les quartiers et les lieux de proximité.

- **Le soin comme droit.** Enraciné dans la division sexuelle du travail, le soin comme droit est une thématique fondamentale que les féministes ont mise au centre de l'agenda politique, en mettant en valeur le temps des femmes, l'un de leurs biens les plus rares, et leur contribution aux villes. Les femmes et les filles du monde entier consacrent 12,5 heures au travail de soins, ce qui équivaut à 10,8 milliards de dollars par an<sup>17</sup>. Il faut faire diminuer les impacts de la répartition sexuelle du travail sur la vie des femmes, mais aussi les conséquences de précarisation de leurs conditions de vie et l'invisibilisation au nom de l'amour de leurs tâches quotidiennes et non rémunérées dans la durabilité de la vie.

Les femmes utilisent un temps et un espace différents de celui des hommes. Elles sont les principales responsables du travail reproductif et de soin, un travail non visible et non reconnu dans sa valeur monétaire, et donc dans la contribution au développement. Les enquêtes d'usage du temps en Amérique Latine démontrent que 77 % du travail non rémunéré est effectué par les femmes (CEPAL, 2019)<sup>18</sup>. Ce sont elles qui prennent soin des enfants, des adolescent·e·s, des adultes, des personnes malades, handicapées : ce sont les accompagnantes et les aidantes par excellence de l'humanité.



17 OXFAM. [Cinq faits choquants sur les inégalités extrêmes: aidez-nous à redistribuer les cartes](#). Tiré de la version consultée le 04/06/2021

18 CEPAL. (2019) [Panorama Social de América Latina 2018](#). Consulté le 05/06/2021

“

Je vous parle du 21e siècle, depuis l'Amérique Latine, une région où plus de la moitié de l'économie est informelle ; où il n'existe pas de système de sécurité sociale fait par les travailleur·se·s et les employé·e·s et l'État, qui garantirait une retraite pendant la vieillesse et des soins dans la maladie. Quel est le système de sécurité social de l'Amérique Latine, y compris de ma ville ? Le travail non rémunéré des femmes. C'est le système de sécurité sociale, de l'informalité. Passer un nouveau contrat social implique de soulager les femmes de cette charge des soins non rémunérés et de l'institutionnaliser dans le secteur public et privé, afin que nous les femmes, nous puissions alors libérer du temps pour prendre soin de nous-mêmes, pas nécessairement des autres, pour avoir des possibilités de nous éduquer, pour nous permettre d'accéder au marché du travail, gagner de l'autonomie économique et par cette voie, gagner en autonomie et représentation politiques. Voilà l'essence du nouveau contrat social dont a besoin une région comme l'Amérique Latine.



**Claudia López**

Maire de Bogotá

Et pas seulement cela, les femmes s'occupent des tâches les plus pénibles du foyer : en Éthiopie, les femmes sont deux fois plus susceptibles de passer leur temps à aller chercher de l'eau et du bois pour leur foyer. En Tanzanie, le nombre d'heures passées par les femmes à s'occuper de leur foyer est cinq fois supérieur à celui passé par leur compagnon au foyer ; en Ouganda, les femmes consacrent 32 heures hebdomadaires à prendre soin de leur foyer et des tâches domestiques, alors que leur compagnon y consacre 2 heures par semaine.

D'autre part, les femmes ont été et restent en première ligne face à cette pandémie : elles sont majoritaires au sein des personnels sanitaires, dans les résidences pour personnes âgées, dans les supermarchés, dans les tâches d'entretien et de service dans les villes et les quartiers.

**“La pandémie a eu des impacts sous différentes formes. En premier lieu, si l'on considère la prise en charge des services,**





“

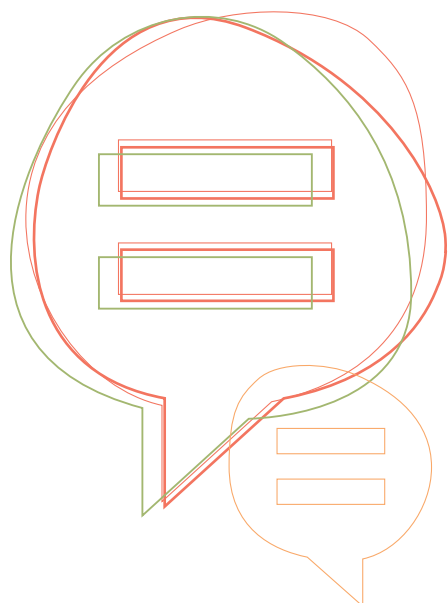
Il est clair qu'il est essentiel de placer la vie des personnes (vie, dignité, satisfaction des besoins fondamentaux) et l'importance des soins au centre. Reconstruisons nos communautés avec une mentalité féminine. [...] Promouvons d'autres emplois pour les femmes. Nous devons redistribuer les tâches domestiques et les soins [...], donner aussi aux hommes les moyens d'agir, afin qu'ils prennent conscience de l'importance des soins.

## Pilar Díaz Romero

Pilar Díaz, Maire de Esplugues de Llobregat, adjointe à la Présidence et déléguée aux affaires internationales du Conseil de la province de Barcelone

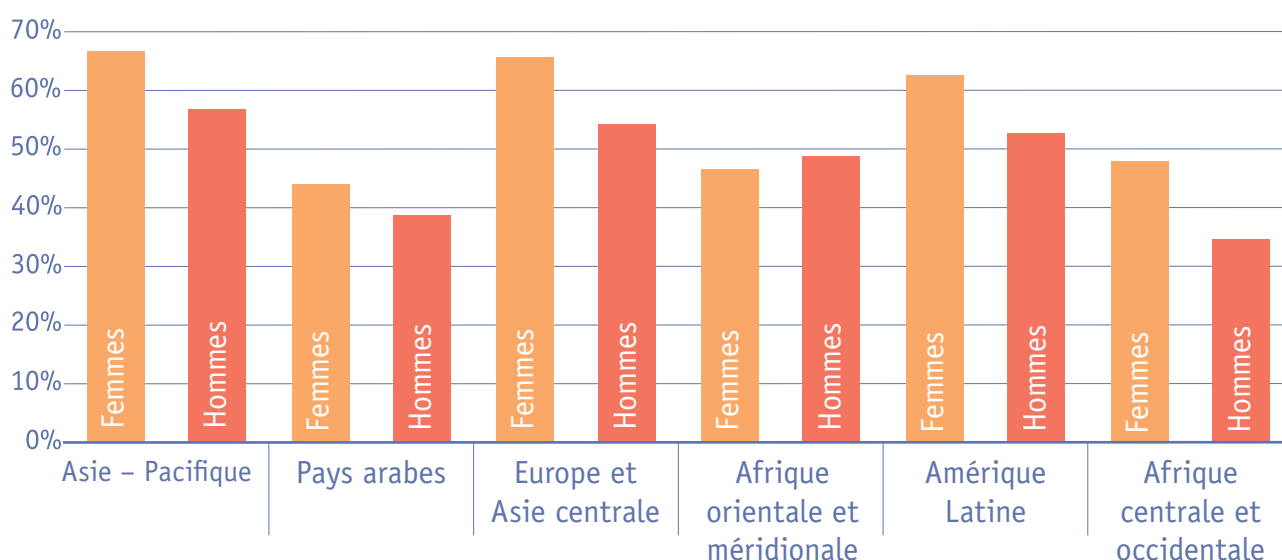
**on constate que la pandémie a mis sur le front toute la première ligne, dont la majorité sont des femmes : elles sont dans les services de santé, elles sont dans les services administratifs, mais pendant ces moments où ces services doivent être disponibles 24h/24 : qui s'occupe de leurs familles ? Ceci génère donc une autre nécessité : la société doit s'occuper de la société, en particulier des femmes, qui sont le pilier de la famille et qui doivent prendre soin de deux choses : la société et leur famille ; mais nous, en tant que société, pensons-nous à prendre soin d'elles ? Elles ne peuvent pas rentrer chez elles et toucher immédiatement leurs enfants, car elles sont avec leurs équipements de protection personnelle et elles doivent se laver des virus qu'elles peuvent amener à la maison. Si l'on met les mères en première ligne, la société prend-elle soin de leur famille ? ”**

- Noraini Roslan, maire de Subang Jaya. CGLU, 2021



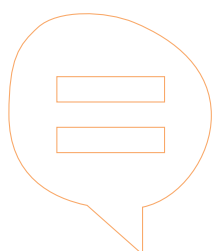
« Je suis débordée », « Je n'en peux plus », voilà ce que disent les femmes. Les mesures de confinement et d'isolement ont supposé que ce soient elles qui se chargent du soutien émotionnel face à l'incertitude ; du soutien éducatif face à l'enseignement virtuel ; et tout en étant en télétravail pour beaucoup d'entre elles. Il en a été de même pour les gestionnaires des activités collectives sociales et communautaires qui se devaient de répondre aux nécessités de leurs communautés. Une étude réalisée dans 38 pays par ONU-Femmes a conclu que le pourcentage de femmes ayant signalé une hausse dans leur temps consacré au travail domestique non rémunéré est plus élevé que la part des hommes ayant déclaré de même. Et ceci, malgré le fossé déjà existant dans l'usage du temps, mentionné précédemment. Le graphique suivant permet de mieux apprécier ces résultats :

**Graphique 4 : Pourcentage de personnes ayant signalé une hausse dans le temps consacré au travail de soin non rémunéré depuis la COVID-19, par sexe et selon la région**



Si avant la crise de la pandémie, une « crise du soin » était déjà dénoncée, cette pandémie a rendu encore plus visible l'impossibilité de soutenir l'organisation sociale actuelle des soins. Reconnaître les soins, inclure la coresponsabilité, mettre en valeur le travail domestique, le soin comme droit, comme bien social, est une priorité.

- **La violence dans les villes, celle qui est vécue et celle qui est perçue, continue d'occuper une place centrale dans l'agenda politique du municipalisme féministe.** Les chiffres d'ONU-Femmes rendent compte de 243 millions de femmes et de filles (de 15 à 49 ans) ayant souffert de violences physiques





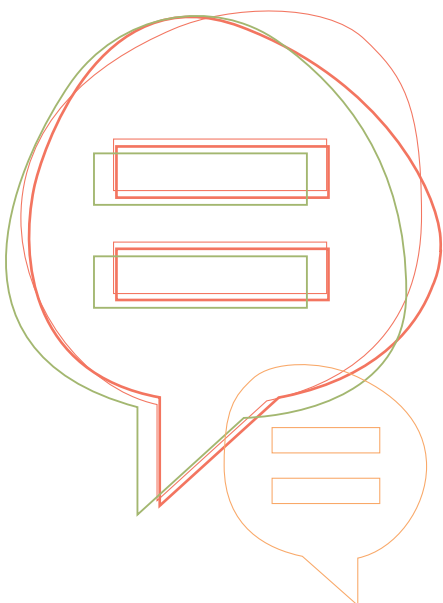
ou sexuelles dans le monde l'année précédant la pandémie<sup>19</sup>. D'autre part, ce même organisme et les organisations féministes ne cessent d'alerter, dans le contexte de la COVID-19, sur une autre pandémie qui a lieu dans l'ombre et est exacerbée par les mesures imposées pour prévenir la propagation du virus : la violence contre les femmes. Le confinement et le fameux « Restez chez vous // On reste à la maison » ont obligé les femmes à vivre 24h sur 24 avec leur agresseur, le nombre de plaintes et de féminicides ayant augmenté, tout comme le nombre de violences sexuelles à l'encontre des femmes et des filles.

Les violences ayant lieu dans l'espace privé comptent, tout comme celles qui ont lieu dans les rues, sur les places, dans les services urbains de base, comme les transports publics, par exemple. Autrement dit les violences qui se produisent dans la sphère du public, le harcèlement sexuel et les autres formes de violence sexuelle constituant un problème quotidien auquel doivent faire face les femmes et les filles. Nous avons besoin ici de planifications intégrales, qui placent les exigences des femmes au centre. Il faut par exemple que le transport soit accessible et sûr, non seulement en tenant compte et en aménageant selon les tâches et le temps des soins mais fondamentalement en considérant les violences dont souffrent les femmes quotidiennement, le harcèlement sexuel qu'elles vivent dans les transports publics, qui conditionnent leur accessibilité à l'usage et à la jouissance des villes.

**“La lutte pour les droits des filles et des femmes, l'éradication des différentes formes de violence fondée sur le genre et l'égalité entre les hommes et les femmes constituent sans aucun doute une question prioritaire, une demande urgente et légitime pour garantir la vie en démocratie.”**

- Dr. Diana Alarcón González, coordinatrice générale des conseillers et des affaires internationales du gouvernement de la ville de Mexico.

- **L'autonomie économique des femmes comme thématique prioritaire.** Selon l'Indice annuel de Women in Work de PwC<sup>20</sup>, qui mesure l'émancipation économique féminine dans 33 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le progrès des femmes dans leur travail pourrait reculer aux niveaux de 2017 d'ici à la fin de l'année 2021, conséquence de la pandémie de COVID-19. En Europe par



<sup>19</sup> Déclaration de Phumzile Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive d'ONU-Femmes. (2020) [La violence à l'égard des femmes, cette pandémie fantôme](#). Consulté le : 05/06/2021

<sup>20</sup> La COVID est en train d'annuler les importantes avancées obtenues cette dernière décennie pour les femmes sur le marché du travail selon l'indice+ de Women in work PwC. Consulté le 05/06/2021, à l'adresse : <https://www.pwc.com/ia/es/prensa/Women-in-Work.html>

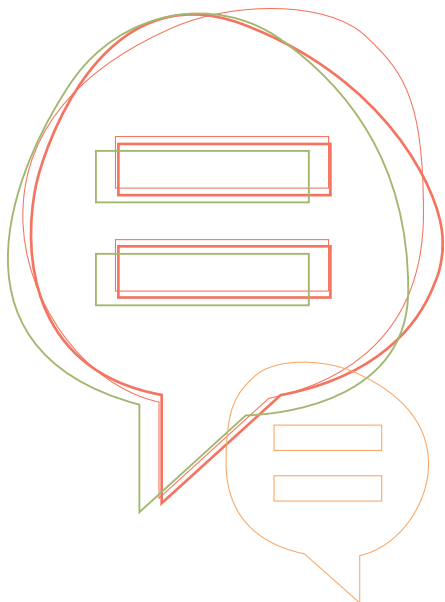


exemple, on calcule qu'entre mars 2020 et février 2021, le nombre de personnes au chômage s'est accru d'environ 2,4 millions, dont 1,3 million sont des femmes ; proportionnellement, le chômage féminin a augmenté de 20,4 % alors que son équivalent masculin de 16,3 %. Paupérisées par des systèmes économiques qui les expulsent, leur bien le plus rare est le temps. Nombre de femmes se sont vues obligées d'abandonner d'elles-mêmes le marché du travail ou la recherche d'un emploi pour se consacrer presque exclusivement aux soins pendant la pandémie.



Noraini Roslan, maire de Subang Jaya et Rohey Malick Lowe, maire de Banjul, Forum urbain mondial, Abu Dhabi, 2020.

**“Ce sont donc ces choses que la pandémie nous a enseignées. Elle nous a fait réfléchir à la sécurité alimentaire, quelque chose que l'on considérait auparavant comme un acquis. Au début de la pandémie, la nourriture n'arrivait pas assez rapidement en raison des ordres de restriction de déplacements ; avant cette situation, nous pensions à l'agriculture urbaine comme un hobby, quelque chose que nous devons faire pour faire bien, mais quand la crise débarque, lorsque la nourriture ne peut pas nous arriver, alors on comprend que les ressources locales, la créativité locale, la boutique d'alimentation locale, la chaîne**



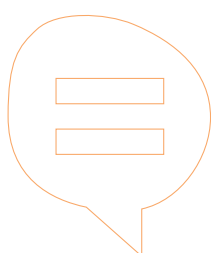


**d’approvisionnement, la consommation des énergies fossiles, les aliments importés, deviennent très, très importants. Voilà pourquoi une politique conçue pour encourager l’agriculture urbaine, encourager l’économie locale et autonomiser les communautés locales devient essentielle.”**

- Noraini Roslan, maire de Subang Jaya, UCLG, 2021.

- **Il est nécessaire de renforcer sur les territoires des processus locaux qui font l’expérience d’actions innovantes se fondant sur les relations de proximité, les liens dans les quartiers, la solidarité et la communauté,** qui ont leur expression, par exemple, dans les potagers, dans les bibliothèques, dans les petits commerces de quartier, dans les soins. D’autres formes de travail possibles, liées aux « crises du soin », sont devenues visibles lors de cette pandémie, qui a mis en évidence la non-viabilité de l’actuelle organisation sociale des soins.

Beawar, Inde, 10 avril 2019 : la députée et princesse de Jaipur, Diya Kumari, interagit avec des femmes lors d’une visite à Beawar, Rajasthan, Inde. Crédit éditorial : Sumit Saraswat / Shutterstock.com.



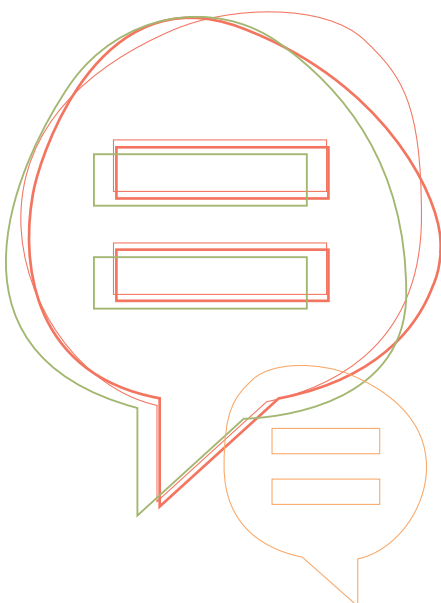
Cette thématique critique est liée, au moins, à deux questions : d’un côté, la localisation du lieu où l’on vit et de l’autre, la proximité des services, des infrastructures urbaines, afin de pouvoir réfléchir à l’autonomie économique des femmes et à la reconnaissance sociale du soin. En ce sens, c’est dans la répartition des services et des biens urbains « communs » sur les territoires inégaux que



pourra se vérifier la gestion de la ville s'engageant envers l'égalité et le développement.

Cet ensemble de problèmes publics centraux qui composent l'agenda politique du municipalisme féministe permet d'établir une série de lignes prioritaires de travail, dont la majorité sont menées de l'avant par les femmes maires qui mènent ce mouvement. Il s'agit entre autres :

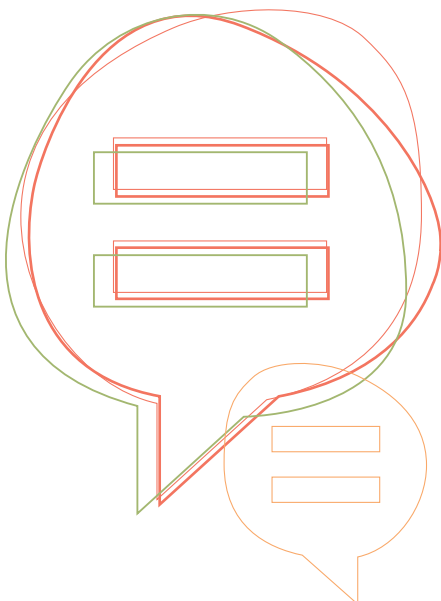
- De penser la politique sociale et urbaine en termes de soins, de services urbains de proximité (Jacobs, 1961)<sup>21</sup>, de définir les soins comme une question sociale et collective, qui ne peut être reléguée à un rôle individuel d'une personne ou du foyer, c'est une proposition de transformation de l'approche de la politique, bouleverser les catégories dans la planification urbaine.
- Réfléchir en termes de genres et de diversités, c'est réfléchir au collectif, à la sécurité de toutes et tous, aux rues, places et transports sûrs, à prioriser l'espace public sur l'espace privatisé. La localisation comme démarche essentielle à la qualité de la vie, la proximité des écoles, des centres de santé, ceux de garde d'enfants, de soins aux personnes âgées, dont s'occupent généralement les femmes. Des distances à faire à pied, pour résoudre les tâches reproductives et de soin, et pouvoir prendre soin de soi et produire et contribuer au développement.
- Connaître les transformations sociodémographiques. Ces transformations ont à voir avec le type de foyer, le nombre de personnes à charge, selon l'échelle des revenus, dans chaque situation territoriale où vit la population, alliées aux indices de surpopulation, revenus, services, et autres. Les femmes ne sont pas identiques, elles sont parcourues de tout un éventail de différences, économiques, sociales, ethniques, raciales, sexuelles, d'âge, de circonstances territoriales, des lieux où elles vivent, des conditions de revenus, et autres. Elles ont toutes une nécessité et une exigence égales de prise en charge publique et communautaire. Cartographier les femmes aux territoires doit être une priorité. Identifier la diversité des femmes et leurs problèmes et nécessités spécifiques pour pouvoir offrir des réponses inclusives et cohérentes avec la réalité de chaque groupe, de chaque quartier, de chaque couche sociale. Tout particulièrement dans le contexte de la pandémie actuelle, dont les impacts sont différents selon les personnes, les réponses et les politiques publiques locales ne peuvent pas être neutres.



21 Jacobs, Jane (2011) Muerte y Vida en las grandes ciudades. Colección Entre Líneas. Capitan Swing Libros. Consulté le 05/06/2021, à l'adresse : <https://www.u-cursos.cl/fau/2015/2/AE4062/1/foro/r/Muerte-y-Vida-de-Las-Grandes-Ciudades-Jane-Jacobs.pdf>



- Promouvoir des campagnes de prévention de la violence fondée sur le genre, et offrir aux victimes des moyens de protection efficaces. Avoir une tolérance zéro face aux agressions envers les femmes, qui tendent à se naturaliser, comme le harcèlement de rue et les stéréotypes de genre dans l'exercice propre des administrations publiques locales.
- Ouvrir des espaces de consultation et de participation des femmes. Si l'espace local a un avantage, c'est celui de rendre plus faisable la participation sociale. C'est une chance de pouvoir amener les différentes perspectives et voix dans la construction des politiques publiques et les femmes ne peuvent en être absentes. Les femmes sont la moitié de la population et leurs intérêts tout autant que leurs contributions doivent faire partie de la prise des décisions. Et encore davantage dans le contexte de cette crise profonde. Cette crise ne pourra être résolue sans les femmes.
- La relance économique, outre la résolution de la crise sanitaire, est le plus grand défi actuel. Mais pour pouvoir aspirer à un développement économique local, il est essentiel de créer des emplois pour les femmes et les jeunes. Ceci constitue une excellente occasion pour les gouvernements municipaux d'amener le secteur des entreprises à la table et conditionner les permis, appels d'offres et incitations fiscales, en créant des sources d'emploi et des quotas qui garantissent le recrutement des femmes. C'est aussi l'occasion d'offrir des possibilités de formation et de financement pour appuyer l'entrepreneuriat des femmes. En matière de reprise économique avec une approche sensible au genre, le PNUD, en collaboration avec CGLU et le FENU, a publié un guide avec des outils et des recommandations pour évaluer et enrayer les impacts de la pandémie sur les femmes à l'échelle locale<sup>22</sup>.
- Le retour à une « nouvelle normalité » doit être l'occasion de reconstruire des villes habitables et plus humaines dont l'aménagement du territoire et la planification des services publics facilitent l'organisation spatiotemporelle du travail et la vie domestique et sociale des personnes et des familles. Le transport public, l'éclairage, la sécurité publique, les espaces verts et de loisirs, les services de proximité, entre autres, sont essentiels à la qualité de l'accès et l'exercice du droit à la ville, et constituent des thématiques clés du municipalisme féministe.
- Une leçon tirée de cette pandémie est la valeur des soins. Mais nous ne pouvons faire peser cette responsabilité sur les épaules



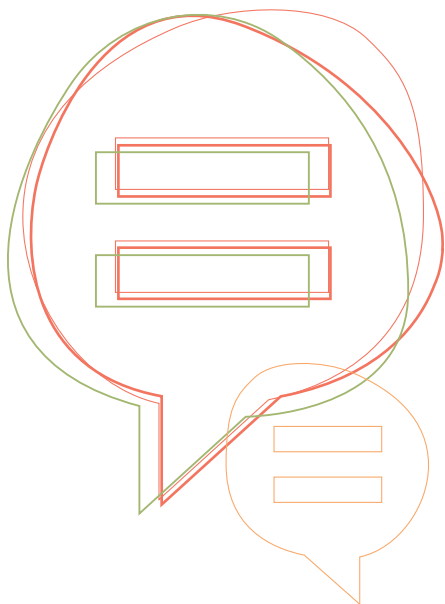
22 2021, PNUD ; CGLU ; FENU : COVID-19 Manuel de reprise économique locale avec perspective de genre. Disponible à l'adresse : <https://www.undp.org/publications/covid-19-gender-responsive-local-economic-recovery-handbook>



des femmes. Cette responsabilité se doit d'être partagée. Et cela va au-delà des pactes intrafamiliaux. La coresponsabilité dans les soins doit être un pacte social, un pacte pris en charge par l'ensemble des acteurs. Les gouvernements locaux, dans le cadre de leurs compétences, doivent relever le défi de créer des villes qui prennent soin. Et ils pourront le faire à travers l'élargissement et l'extension des services tels que les crèches, les résidences pour personnes âgées, les programmes pour les personnes dépendantes. Mais en prenant également soin de celles qui prennent soin de nous, en créant des programmes d'emploi pour les soins prodigués aux personnes dépendantes, en offrant un répit et une possibilité de repos et de loisirs et les aidant, en promouvant des campagnes pour la coresponsabilité au sein des foyers.

- Il est important de reconnaître le leadership des gouvernements locaux dans la promotion de l'égalité des genres qui, dans le cadre du relèvement de cette crise, peut jouer un rôle décisif pour une « nouvelle normalité », au sein de laquelle les femmes seraient invitées à la table des décisions à égalité, tout en reconnaissant la diversité et l'intersectionnalité dont elles font l'expérience, afin que leurs nécessités et intérêts spécifiques en tant que femmes fassent enfin partie des agendas et des politiques publiques locales.

Les gouvernements locaux sont les responsables de la gestion des villes complexes du millénaire urbain. Et il est indispensable qu'ils orientent leur action sur la planification de la ville selon une perspective de genre, cette dernière ne signifiant absolument pas de penser et construire les villes pour les femmes, mais pour l'ensemble de la collectivité sociale dans ses diversités et complexités, avec l'inclusion des toutes les personnes des différents genres qui l'habitent, à égalité de droits, ce qui transformerait les villes en territoires des possibles, pour l'ensemble de la société. Une ville partagée (María Ángeles Durán, 2008), à égalité de genre, répond donc de façon efficace aux nécessités des femmes et des hommes. Ce sont ces différences qui doivent se produire au sein de l'agenda démocratique des gouvernements locaux, au sein de l'agenda démocratique de CGLU.



### **Nous devons réfléchir à des villes :**

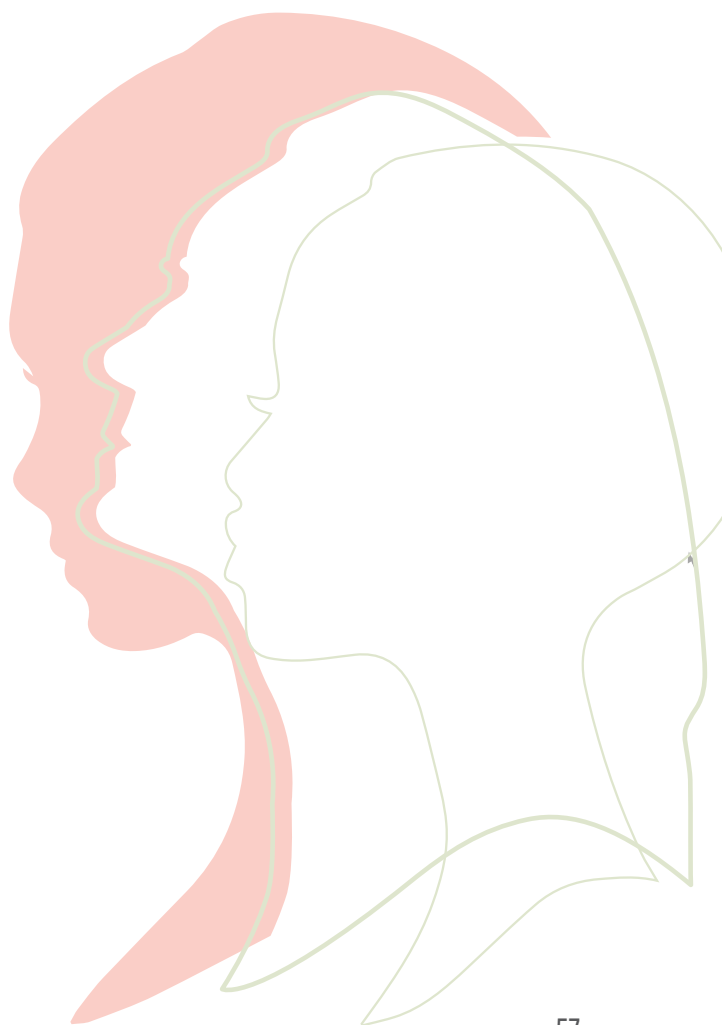
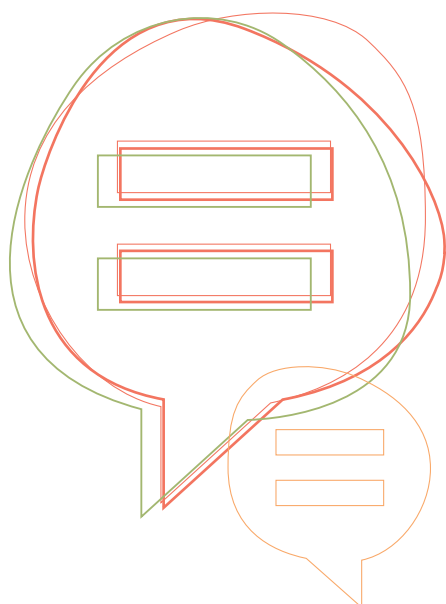
- Sûres pour les femmes
- Dont la mobilité urbaine applique une perspective de genre
- Avec des services et équipements urbains, comme dans le cas du soin, qui répondent à la vie quotidienne des femmes





- Qui encouragent l'autonomie économique des femmes
- Avec des politiques et des logements faisant usage d'une perspective de genre
- Qui renforcent la participation politique et le leadership des femmes
- Qui intègrent socialement les femmes migrantes et déplacées

Articuler les efforts pour enrayer la conception stéréotypée d'une ville qui semble aggraver les inégalités, s'exprimant sur un territoire fragmenté, toujours plus violent. Pour reprendre Hannah Arendt, le défi est de construire « le droit d'avoir des droits ». Nous avons les instruments, les outils conceptuels et méthodologiques pour le faire, dont nombre ont été construits par des organisations et des réseaux de femmes.



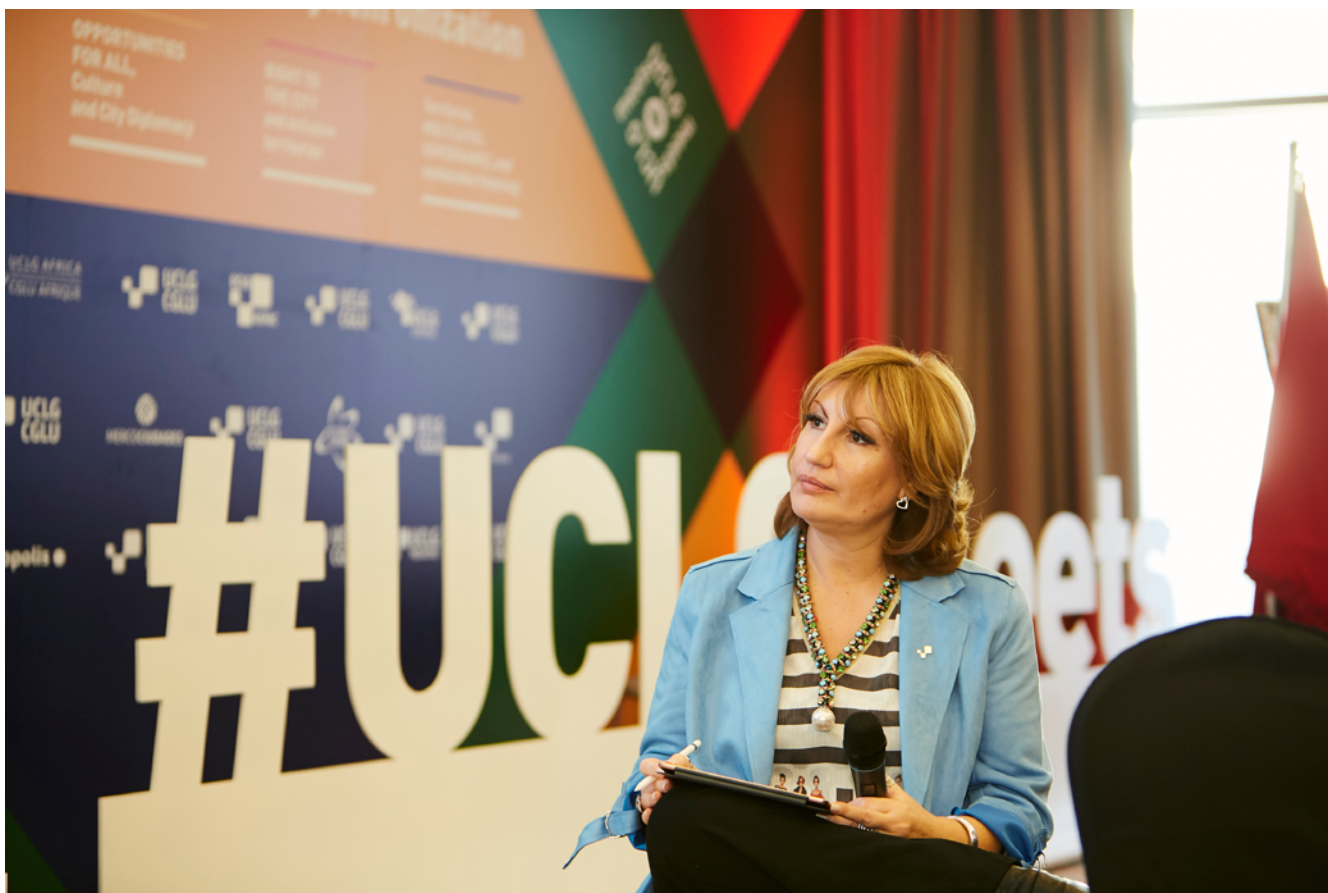
## SECTION 4.

L'avancée du mouvement municipal féministe à l'échelle mondiale : la table est dressée

**“Garantir que les agendas mondiaux se construisent à partir des priorités locales et que l'action internationale des gouvernements locaux soit comprise comme un rôle indispensable pour parvenir à la solidarité et à la justice globales.”**

- Emilia Saiz, Secrétaire générale de CGLU.

C'est dans le cadre de la construction de la justice globale que les femmes œuvrent systématiquement à la tâche de démonter les situations de subordination vécues, en promouvant des accords, des consensus et des sanctions que les États, à leurs différents niveaux, ont reçus. Nombre de ces instruments de progrès peuvent être situés au 20e siècle – baptisé le Siècle des droits –, qui ont donné lieu à des avancées significatives pour la reconnaissance et l'élargissement des droits pour les femmes.



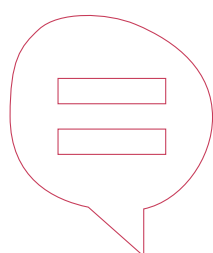
Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, 2021, Séminaire et Campus de CGLU, Tanger, Maroc, 2020.



## AGENDA MONDIAL DE PARIS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LA VIE LOCALE (2013)

Le mouvement municipal féministe mondial s'appuie sur plusieurs années de plaidoyer et de travail de la part du collectif des gouvernements locaux et régionaux concernant l'égalité dans les villes et les territoires. Il est fondamental de souligner que les espaces et la pertinence acquis par le collectif au niveau mondial et dans les agendas internationaux sur l'égalité des genres dérivent du mouvement historique visant à renforcer les efforts et l'engagement locaux en faveur de l'égalité.

Paris, 2013. Conférence mondiale des femmes élues locales.



En 2013, lors de la Conférence mondiale des élues locales, le collectif a adopté [l'Agenda mondial de Paris des gouvernements locaux et régionaux pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale](#). Cet agenda s'inspire de la Déclaration mondiale sur les femmes dans les gouvernements locaux adoptée par l'Union internationale des villes et des autorités locales (IULA) en 1998, qui a fixé les principes de l'engagement du collectif et de la protection des droits des femmes.

L'agenda mondial de Paris se veut un outil stratégique pour accroître l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les



sphères de décisions. En outre, il met l'accent sur les inégalités persistantes et la violence à l'égard des femmes et des filles. L'agenda appelle notamment à renforcer la fourniture de services publics, à accroître la participation des femmes et des filles, et à intégrer la dimension de genre dans les politiques, plans et budgets urbains et territoriaux.

Le document a également souligné l'importance de placer l'égalité comme un élément fondamental pour réaliser les agendas mondiaux au niveau local. Par conséquent, il a fourni une base importante pour la campagne ultérieure #BeCounted, réclamant une reconnaissance supplémentaire des femmes dans les gouvernements locaux, comme nécessaire pour atteindre l'ODD 5 et l'Agenda 2030.

**“Nous ne pouvons pas exclure la moitié de l'humanité de la prise de décisions politiques. Nous savons que l'égalité peut apporter une réelle valeur ajoutée à notre politique de développement et nous sommes déterminées à faire évoluer les mentalités pour y parvenir.”**

Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux de CGLU, Bogotá, octobre 2016.

- Anne Hidalgo, maire de Paris, présidente de la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres, coprésidente de CGLU<sup>23</sup>.

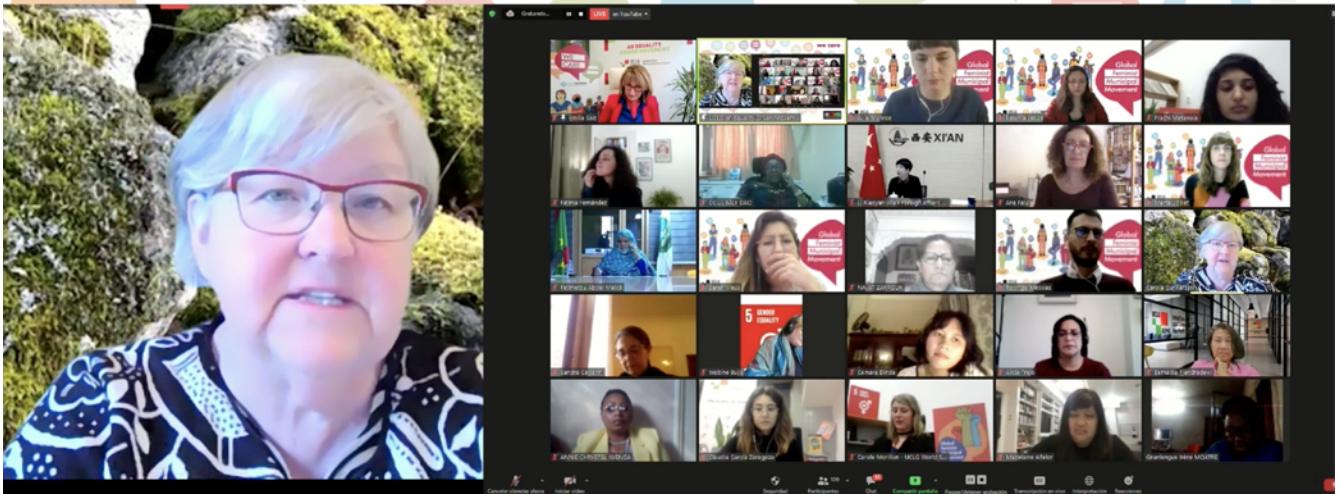


<sup>23</sup> Disponible à l'adresse : [https://www.uclg.org/sites/default/files/folleto\\_mujeres-fr-final\\_web\\_0.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/folleto_mujeres-fr-final_web_0.pdf)



Le municipalisme féministe fait référence à des constructions novatrices autour du pouvoir de l'État, de ses administrations et politiques publiques qui sont pilotées d'un côté par les femmes politiques et de l'autre, au sein de processus ascendants, sur des territoires locaux, par les réseaux et les organisations de femmes et féministes. Ceci peut potentiellement devenir une voie privilégiée pour faire face aux contextes de crises globales sanitaires et économiques, comme celles que nous vivons ; mais aussi face à la montée actuelle des courants conservateurs et fondamentalistes. Il s'agit donc de processus qui interpellent les imaginaires et les pratiques politiques, sociales, culturelles, économiques traditionnelles sur les territoires locaux.

Session de CGLU-Femmes pendant la CSW65, 17 mars 2021. Carola Gunnarsson, maire de Sala, vice-présidente de l'Association suédoise des autorités locales et des régions (SALAR), vice-présidente de CGLU pour l'Europe



**UCLG an Equality Driven Movement**

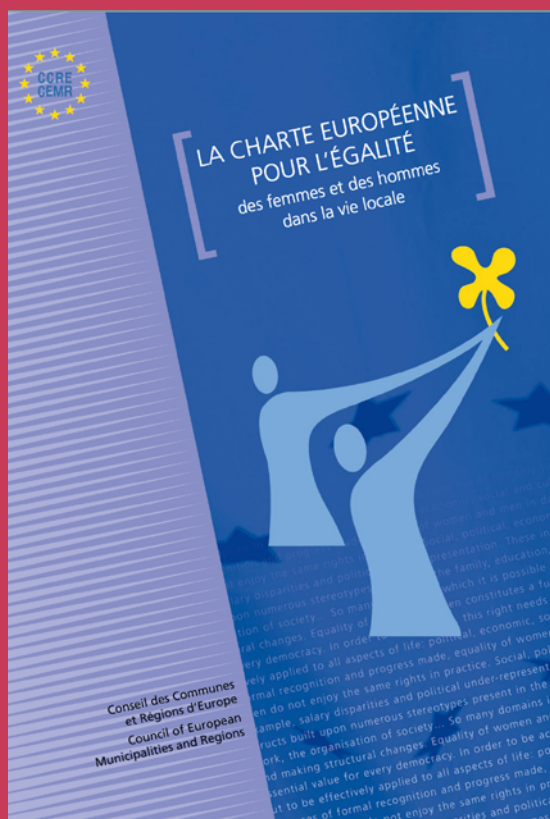


**“Tout le monde sort gagnant d’une plus grande égalité des genres, parce que c’est une question de démocratie et de droits humains. Parce que gagner des droits pour les femmes, c’est plus que d’offrir des opportunités à n’importe quelle femme ou fille en particulier. Il s’agit de changer la forme selon laquelle fonctionnent les pays et les communautés ; cela implique de changer les lois et les politiques et d’investir dans de fortes organisations et mouvements de femmes. Cela conduira au développement durable de toute la société.**”

**Et je crois que lorsque nous travaillons à CGLU, nous avons une grande chance de travailler en profitant de la créativité, des compétences, de l'engagement et du pouvoir de toutes les femmes.”**

- Carola Gunnarsson, maire de Sala, vice-présidente de l'Association suédoise des autorités locales et des régions (SALAR), vice-présidente de CGLU pour l'Europe

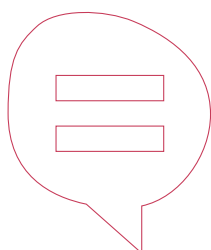
## 15 ANS DE LA CHARTE EUROPÉENNE DE L'ÉGALITÉ



En 2021, notre mouvement célèbre les 15 ans du lancement de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, qui concilie les différentes visions de l'égalité en Europe et met en avant les propositions de tous les contributeurs. La charte est le résultat d'un processus participatif élaboré par le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) et publié en 2006. Les gouvernements locaux et régionaux signataires s'engagent à respecter le principe d'égalité entre les femmes et les hommes et à mener des politiques locales en faveur de l'égalité des genres.

Quinze ans plus tard, la charte est célébrée et considérée comme un jalon important de l'engagement des gouvernements locaux et régionaux en faveur de l'égalité des genres. Des ateliers et des débats sont organisés pour réviser la charte, afin d'ajouter de nouveaux outils et de promouvoir davantage sa connexion avec les cadres politiques locaux, régionaux et nationaux.

La charte européenne est une inspiration intéressante et un instrument modèle à appliquer dans d'autres régions du monde et son exemple est pris en compte dans l'élaboration d'autres, comme une charte africaine.



Nous assistons donc à un phénomène nouveau, propre au 21e siècle, dirigé par les femmes, toutes les femmes, et avec un rôle particulier joué par les femmes dirigeantes, qui occupent des structures d'État municipales, en alliance avec celles qui se trouvent au sein de structures des partis, dans les quartiers, les syndicats, chez les activistes des droits humains, aux intersections où elles se croisent. En aucun cas il ne s'agit d'une construction homogène, univoque, mais plutôt d'un entremêlement d'alliances diverses, où se retrouvent toutes les générations de femmes, des plus jeunes jusqu'à celles détentrices de grandes trajectoires et expériences ; les progrès sont faits à partir de diverses stratégies et méthodes, qu'il faut connaître, partager et sur lesquelles réfléchir.

Session de CGLU-Femmes pendant la CSW65, 19 mars 2021. Thembisile Nkadimeng, maire de Polokwane, présidente de l'Association sud-africaine des autorités locales (SALGA), coprésidente de CGLU

Ce sont des processus instituants, pilotés par des femmes, qui émergent progressivement des territoires locaux sur les différents continents de notre planète. C'est cette connexion qui s'établit entre les plateformes politiques municipalistes et les mouvements et organisations de femmes qui entraîne des configurations novatrices objets de débats et de tensions.



**UCLG an Equality Driven Movement**



**“Pour nous femmes, l’objectif du mouvement municipal féministe mondial est de veiller à ce qu’il existe un agenda clair incluant le cadre de l’égalité. Nous devons nous assurer que des mesures sont mises en œuvre pour protéger les femmes de la violence de genre, de la discrimination et de la désinformation dans le monde entier.”**

- Thembisile Nkadimeng, maire de Polokwane, présidente de l'Association sud-africaine des gouvernements locaux (SALGA) et coprésidente de CGLU.



### **VERS UNE CHARTE AFRICAINE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS LA VIE LOCALE**

Le travail sur l'égalité des genres et le leadership des femmes au niveau local est également une priorité en Afrique. La Charte africaine de l'égalité des genres dans la vie locale est en cours d'élaboration, pilotée par un groupe de travail au sein de CGLU Afrique et de REFELA (Réseau des femmes élues locales d'Afrique), et avec le soutien du comité Afrique-Europe. A l'occasion du 8ème Sommet Africités en 2018, un Pacte Afrique-Europe de Marrakech

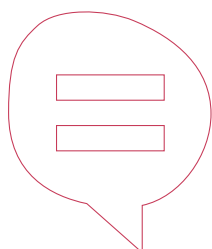


pour l'égalité locale a été signé par REFELA, CGLU Afrique, CCRE/Platforma, et le Secrétariat mondial de CGLU pour soutenir ce processus.

L'élaboration de la charte comprend différents cycles de consultation, en ligne et lors de sessions en personne organisées entre 2018 et 2021, notamment pour identifier des sujets et des recommandations spécifiques dans le contexte africain.

Le processus s'appuie sur plusieurs programmes mondiaux de développement et d'égalité, notamment la Déclaration de Pékin et son plan d'action, la Vision 2063 de l'Union africaine, l'Agenda 2030 des Nations unies et la Déclaration de Paris des gouvernements locaux et régionaux pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale. La charte abordera les priorités clés pour la réalisation de l'égalité en Afrique, notamment le leadership des femmes et leur participation à la gouvernance locale, les femmes dans la planification urbaine et le développement local durable, la distribution équitable des richesses, des biens et des services, l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes, les femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité, la communication et la sensibilisation à l'égalité des genres et le partenariat et la coopération pour l'égalité des genres.

La charte africaine est en cours de rédaction par une experte africaine et le texte final devrait être lancé lors du 9e sommet Africités à Kisumu en 2022, établissant une base importante pour la poursuite du travail sur l'égalité des genres par les gouvernements locaux et régionaux, et leurs associations nationales dans la région.



2e Forum des gouvernements locaux et régionaux, 24 septembre 2019, Sommet des ODD, New York.  
Macoura Dao Coulibaly, maire de Fombolo et présidente du REFELA.  
Crédit : @UCLG-CGLU/Ege Okall

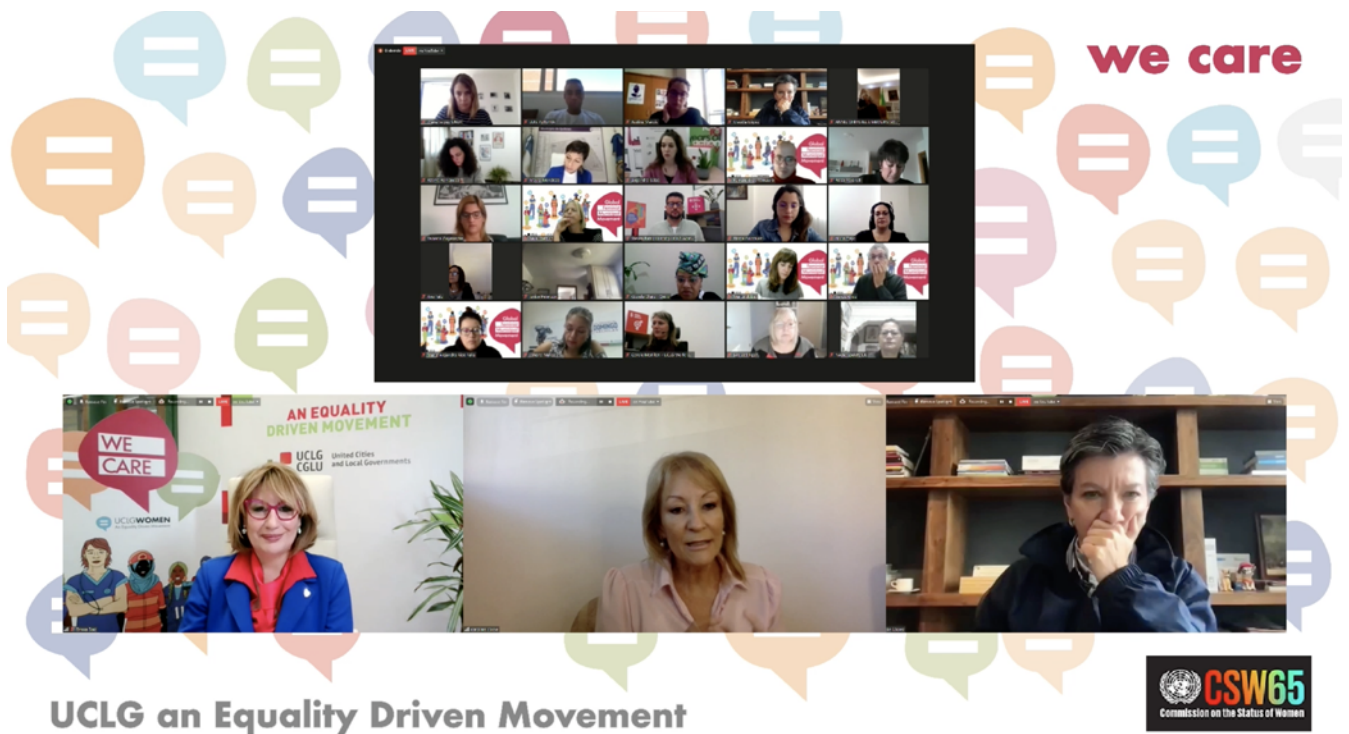






Le municipalisme a sa table dressée à l'échelle internationale. Indubitablement, la réussite des ODD suppose la mise en œuvre de politiques publiques locales en articulation avec les politiques régionales et nationales. C'est ainsi que, spécifiquement, l'ODD 5 en appelle aux gouvernements locaux à renforcer leurs engagements envers la construction d'administrations et de politiques inclusives, qui contiennent une perspective de genre, non pas uniquement comme objectif pour le développement des territoires locaux, mais comme un outil de développement durable. CGLU dans la Déclaration politique de Durban élaborée par les dirigeantes et dirigeants des villes du monde entier, s'est engagée à l'égalité des genres, dans son point n°18 :

Session de CGLU-Femmes pendant la CSW65, 19 mars 2021. Echange entre Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, Carolina Cosse, maire de Montevideo, et Claudia López, maire de Bogotá.



**“Notre mouvement se fait le champion sans réserve de l'égalité et mettra en œuvre des actions concrètes pour faire entendre la voix des femmes et des filles dans le processus de localisation. La condition des femmes, leurs besoins spécifiques et leur contribution unique à façonner l'avenir de l'humanité ne peuvent rester invisibles et ignorés dans la formulation et le suivi des politiques publiques, en particulier lorsqu'elles appartiennent aussi à des populations qui ont été historiquement victimes de discrimination. L'égalité, et plus particulièrement l'égalité entre**

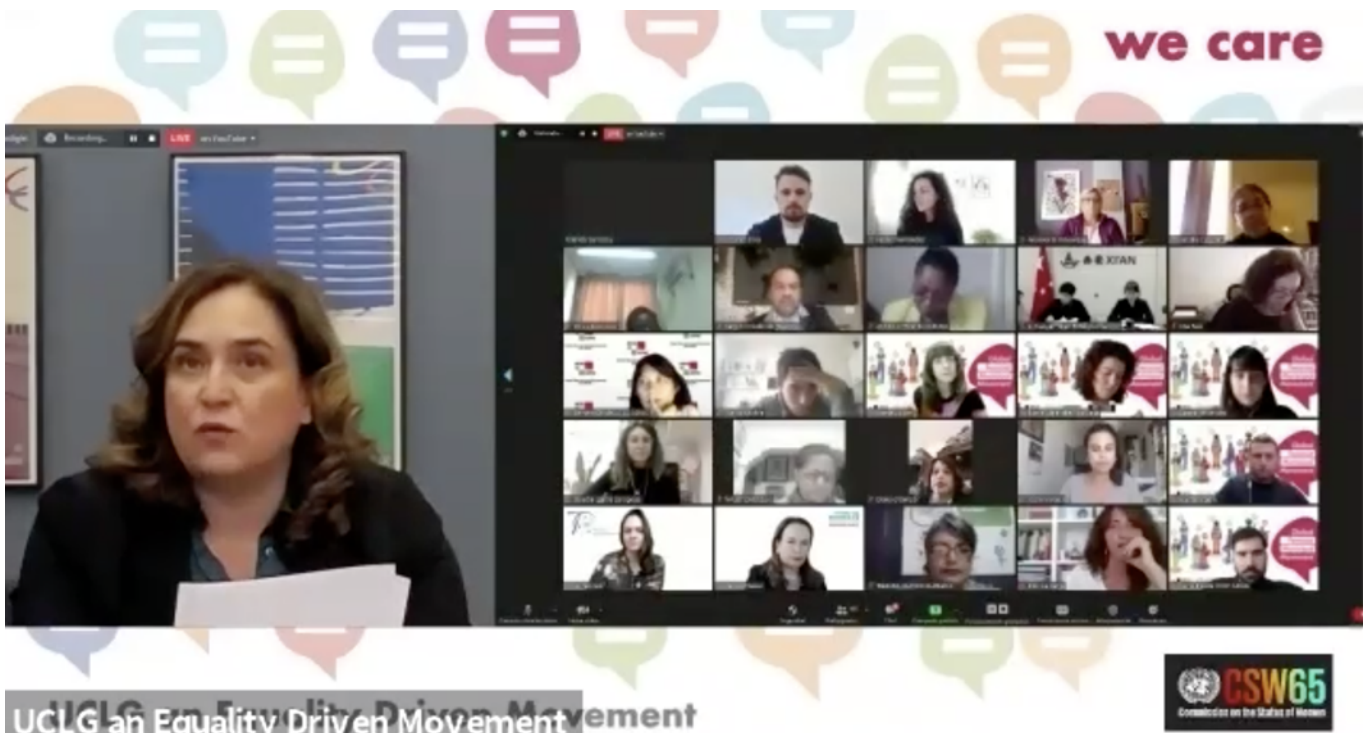


**les sexes, doit être placée au cœur de tous les processus de développement afin de garantir que les décisions soient prises consciencieusement, sans que la moitié de la population mondiale ne soit laissée pour compte<sup>24</sup>."**

Le municipalisme est une force à l'échelle internationale, et il est le territoire le plus proche de la population, des femmes, des hommes et des personnes dissidentes du genre, toutes traversées par une multiplicité de diversités. Cette publication a cherché à faire entendre les voix des femmes dirigeantes, sur différents continents, dont les réalités sont diverses, changeantes, en ces temps difficiles de pandémie de COVID-19.

Voilà pourquoi CGLU s'est aperçue de combien il est important de faire connaître cette dimension du public et du privé comme dimension centrale aux transformations exigées par l'ensemble des voix démocratiques à l'échelle mondiale. CGLU souhaite accompagner ces femmes dirigeantes, leur donner des espaces, encourager leurs échanges, apprentissages, et leur apporter du soutien, le cas échéant.

Session de la CSW65, Leadership féministe local : les soins au centre. La maire de Barcelone et envoyée spéciale de CGLU auprès des Nations unies.



**"Le municipalisme est la politique démocratique par excellence, c'est la politique de proximité, c'est la politique de la vie, c'est la politique qui peut générer**

24 Voir : [https://www.uclg.org/sites/default/files/uclg\\_durban2019politicaldeclaration\\_fr.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/uclg_durban2019politicaldeclaration_fr.pdf)



**des alliances avec les citoyennes et les citoyens pour nous améliorer, tou·te·s ensemble. Parce que les changements réels sont ceux que font les citoyennes et les citoyens, pas les institutions. Les institutions accompagnent les changements. De même, je pense que le municipalisme est le fer-de-lance du féminisme en politique, et il doit être mis en valeur et acquérir plus d'importance dans la gouvernance mondiale."**

- Ada Colau, maire de Barcelone, envoyée spéciale de CGLU aux Nations unies.

À partir de ce qui vient d'être dit et en vue du Forum Génération Égalité que nous célébrerons à Paris de fin juin à début juillet 2021, au cours duquel, nous les femmes du monde, nous réunirons de façon présente et virtuelle pour donner aux thématiques la place qui leur revient dans nos agendas (du fait de la pandémie mais aussi avant celle-ci), nous avons décidé de contribuer avec les voix des femmes dirigeantes, avec leurs expériences et leurs parcours et trajectoires.

À Mexico, en mars de cette même année, nous sommes également parvenues à contribuer depuis les gouvernements locaux, depuis CGLU et tout son potentiel global d'articulation des leaderships du monde, pour amener les voix et les expériences des femmes dirigeantes coordonnées au sein de la Confédération des gouvernements locaux unis du monde. Comme l'a affirmé le gouvernement de la puissante ville de Mexico, dirigé par Claudia Scheinbaum :

Claudia Scheinbaum, maire de Mexico, avec Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU. Secrétariat mondial de CGLU, Barcelone, 2019.





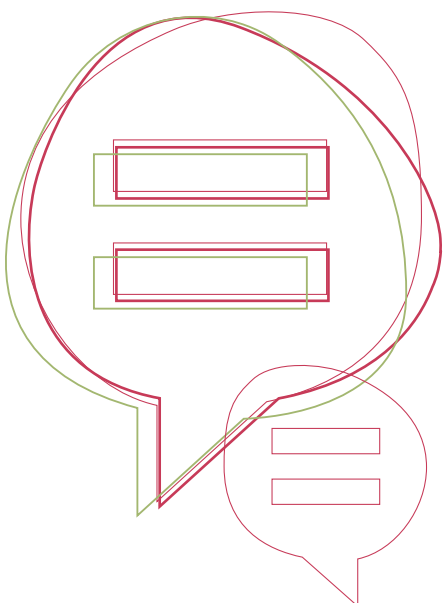
**“Dans la conjoncture actuelle, l’agenda du municipalisme féministe doit être aligné sur les thématiques abordées par le Forum Génération Égalité organisé par les gouvernements du Mexique et de la France, aux côtés d’organisations de la société civile, au sein duquel un bilan est tiré de la Déclaration et du programme d’action de Beijing, 25 ans après son adoption, en réexaminant leurs avancées, leurs reculs et les défis actuels. Des thématiques telles que le rôle des femmes dans le système économique prédominant et les modèles de développement lors des crises, la violence de genre, l’accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, la relation entre genre et changement climatique, parmi tant d’autres. ”**

- Claudia Scheinbaum, maire de Mexico

Il est très significatif que depuis Mexico, premier lieu d’organisation du Forum Génération Égalité, l’on ait contribué au débat sur le rôle des gouvernements locaux et du genre, étant donné qu’à l’événement ont participé des : « Villes et territoires face à une reprise inclusive : bilan 25 ans après Beijing », avec le réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

Toutes les preuves nous permettent d’affirmer qu’il est indispensable d’intégrer la perspective de genre au contexte de la relance économique post-COVID-19, au sein de laquelle nous devons faire diminuer les écarts entre les sexes dans le domaine du travail et dans les différents secteurs productifs. Nous savons que les femmes, majoritaires sur le marché informel, ont été les plus touchées par la perte de l’emploi et la diminution des salaires. Assurer les soins, les envisager comme faisant partie de la contribution à l’économie du soin de nos villes. Les femmes âgées contribuant aux soins à tous les niveaux, méritent d’être reconnues ; tout comme la persistance des violences contre les femmes et les filles.

Dans la réflexion sur les scénarios futurs post-pandémie, nous pensons que le concept puissant et complexe du droit des femmes à la ville, celui de la ville construite, celle des services, des infrastructures, des logements et des espaces publics que les femmes exigent selon leurs priorités, doit être perçu comme un





droit tangible et nécessaire, qui est celui de la matérialité. De même, il est nécessaire d'encourager l'inclusion du genre dans la gestion du politique et du public, comme tant de femmes maires ici présentes, afin de faire avancer les agendas de l'égalité, les instruments d'égalité des chances, la budgétisation sensible au genre : politiques du soin, de l'aménagement du territoire sensible au genre, entre autres. Il est tout aussi important de s'atteler aux mécanismes et formes de transferts, de changement de matrice de la société patriarcale.

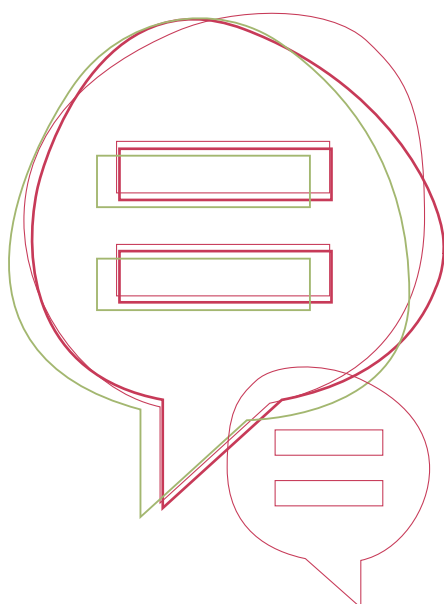
Expérience d'Apprentissage en Directe  
sur le Leadership des Femmes 2020



**“Le respect des différences, des diverses communautés culturelles, de l'égalité homme-femme, de la diversité sexuelle et de genre, fera partie du civisme naturel générant de la solidarité et donc diminuent la violence. Nous représentons une révolution émotionnelle et relationnelle. Nous devons apprendre à notre jeunesse à cohabiter dans toute la richesse de notre diversité.”**

- Souad Ben Abderrahim, maire de Tunis.

Nous terminons le bilan de la Déclaration et du programme d'action de Beijing 25 ans après leur adoption, en réexaminant leurs avancées, leurs reculs et leurs défis actuels. Des thématiques



telles que la participation des femmes sont essentielles à la transformation des cadres patriarcaux qui subsistent encore.

CGLU est engagée à soutenir les leaderships féminins et les leaderships démocratiques des femmes et des hommes intégrant la perspective de genre dans leurs politiques et actions ; mais aussi dans le contexte de relance économique post-COVID-19, au sein duquel nous devons combler les écarts entre les sexes, inclure l'intersection des genres et des territoires, ainsi que l'ensemble des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux déjà revendiqués et exigés par les femmes. Reconnaître que les soins sont un travail, le droit à une vie sans violences, l'égalité des genres et l'égalité des chances pour toutes et tous, adoptés par l'Agenda 2030 pour le développement durable et ses 17 objectifs, afin de « ne laisser personne pour compte », et ne laisser « aucune femme pour compte ».

**Avec le soutien financier de:**



**Union européenne**

*'Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne'*



*"Ce document a été financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Asdi. Asdi ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La responsabilité de son contenu incombe entièrement à l'auteur."*